

2025

# RAPPORT GENERAL

**Rapport Général des Activités  
du Réseau pour une Politique  
Migratoire Alternative au  
Sénégal 2025**





## **RAPPORT GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS DU RÉSEAU POUR UNE POLITIQUE MIGRATOIRE ALTERNATIVE AU SÉNÉGAL**

**2025**

Tout commença lorsqu'à l'issue d'un processus participatif et ouvert mais non inclusif, fut mis à jour et validé techniquement le document de Politique Nationale de Migration du Sénégal. Ce document stratégique de référence de l'Etat du Sénégal en matière de migration validé par le Comité Technique Interministériel en charge de son élaboration fut soumis à la Primature pour son approbation et sa mise en œuvre efficace et efficiente. Toutefois ce document qui attendait d'être politiquement officialisé fut passé au crible par les acteurs de la migration et les OSC (Organisation de la Société Civile) qui y décèlèrent un certain nombre d'insuffisances qui n'allaien pas manquer de limiter sa portée. Ces remarques furent soulevées lors d'une cérémonie de présentation de la lecture critique du document de politique migratoire proposé à l'Etat du Sénégal par le Comité Interministériel. Cette lecture fut l'objet d'un rapport critique du document qui attendait d'être approuvé et mis en œuvre par la Primature avec l'appui des partenaires techniques et financiers intéressés. Ce rapport mentionna un certain nombre de griefs relatifs notamment au caractère non inclusif du document mais aussi et surtout au constat qu'il semble vouloir satisfaire aux commandes et injonctions des bailleurs et de certains partenaires techniques et financiers plutôt soucieux de limiter les flux migratoires entrants en barricadant non seulement les frontières de leurs pays , pire, en les externalisant jusqu'aux zones de départ et de transit comme le Sénégal . Ce qui apparait aux yeux des acteurs et des OSC comme une violation des principes élémentaires de souveraineté des Etats. Autre insuffisance manifeste du document, la mise à l'écart des diasporas qui n'ont été à aucune étape du processus associées à son élaboration. Ce qui peut remettre en

cause la légitimité du document et constituer une entorse à sa bonne mise en œuvre future. Cela allait être d'autant plus difficile quand on sait le rôle moteur que jouent ces diasporas sénégalaises en tant que puissant levier de développement économique et social et bailleurs des communautés et des familles. Au vu de ces insuffisances, manquements et violations, il était nécessaire d'apporter les correctifs nécessaires afin de rendre le document plus inclusif non seulement pour satisfaire aux exigences de la démocratie participative mais aussi et surtout pour le rendre plus pertinent, plus légitime et plus souverainiste. C'est ainsi qu'avec la facilitation et le soutien technique, logistique et financier de la **FONDATION ROSA LUXEMBURG STIFTUNG**, des associations se sont constituées en un **Réseau pour une Politique Migratoire Alternative** crédible au **Sénégal**. Le partenariat conclu permit de jeter les bases de l'élaboration d'un rapport alternatif plus inclusif et plus consensuel car prenant également en compte les réflexions contributives pertinentes et légitimes des acteurs de la migration et des OSC pour la mise en œuvre d'une politique migratoire souveraine de l'Etat du Sénégal, respectueuse des droits des migrants et des Conventions internationales en la matière. L'objectif était que ces réflexions soient intégrées de manière subtile et harmonieuse au document de politique migratoire du Sénégal qui attendait d'être approuvé et officialisé par la Primature. A la suite d'un processus plein de rebondissements, il fut fort heureusement produit un rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal. Ce rapport qui adopta une approche participative et inclusive fut finalement intitulé: **REFLEXIONS CONTRIBUTIVES : QUELLE POLITIQUE MIGRATOIRE POUR LE SENEGAL ?**

Comme son nom l'indique, ce rapport qui apparait comme une mise à jour du document en attente d'être approuvé se voulait une contribution des acteurs de la migration et des OSC qu'il fallait au besoin intégrer dans le document de Politique Nationale de Migration avant son approbation et sa mise en œuvre politique. La démocratie participative l'exigeait aux autorités.

Dans son processus d’élaboration et de maturation, le rapport est passé par plusieurs phases qui ont permis sa rédaction, sa présentation aux Organisations de la Société Civile avant sa remise officielle aux autorités au cours d’une grande cérémonie de lancement à la place du « Souvenir Africain ». En outre un mécanisme de partage et de suivi du rapport fut mis en place pour faciliter l’appropriation du contenu par les acteurs et les populations à la base afin d’en garantir une bonne diffusion et un bon plaidoyer. Pour y arriver, des activités de terrain suffisamment couvertes au plan médiatique ont été bien menées. De ces activités organisées à Dakar et à l’intérieur du Sénégal sont sorties plusieurs recommandations pertinentes qu’il convient de mettre en œuvre pour assurer une bonne politique migratoire du Sénégal.

Quelles ont été les différentes phases de l’élaboration du rapport alternatif ?

Quelles sont les différentes activités menées pour en assurer un meilleur partage et un bon suivi ?

Quelles sont les recommandations fortes issues de ces activités de terrain ?

## **LES DIFFERENTES PHASES DE L'ELABORATION DU RAPPORT ALTERNATIF**

**DATE A INCLURE** Présentation des notes critiques de la lecture objective du document de Politique de Migration du Sénégal techniquement validé par le Comité Interministériel et soumis à l'approbation de la Primature.

**07/12/2022** : réunion du Comité de Pilotage du projet de rédaction du rapport alternatif de la politique migratoire du Sénégal 2022/2023 ;

Au cours de cette réunion, il a été projeté ce qui suit:

-stabiliser avant le 15/12/2023, un cadrage thématique toutefois susceptible d'être approfondi ;

-mettre en place un comité d'experts chargé de recueillir les résultats des enquêtes, d'en faire l'exploitation judicieuse et de rédiger les différents articles du rapport alternatif ; les experts choisis doivent avoir autorité dans leurs domaines mais également être engagés en faveur des droits et libertés fondamentales et avoir une liberté de ton ;

-organiser une table-ronde avec les experts retenus pour partager ensemble une note de cadrage pour la rédaction des articles;

- choisir le Cabinet devant mener les entretiens avec les acteurs, les OSC et les populations ;
- élaborer un guide d'entretien ;
- exploiter les résultats des entretiens ;
- commencer la rédaction des articles ;
- organiser avec les OSC une table-ronde de présentation à mi-parcours des différents articles dès mi-février, rencontre au cours de laquelle elles pourront en toute liberté faire leurs observations et soulever leurs préoccupations ;
- organiser une dernière séance de partage des travaux au cours de laquelle chaque expert expose par Power-Point les fruits de sa production devant les acteurs phares des OSC qui feront au besoin les derniers amendements et recommandations.

**28/12/2022** : réunion du Comité de pilotage

Au cours de cette réunion, il a été discuté et retenu ce qui suit :

-élaboration du guide d’entretien ;

-stabilisation de la liste de 17 experts dont 7 qui en plus d’être des rédacteurs ou corédacteurs d’articles vont également constituer le Comité Scientifique pour l’élaboration du rapport;

-le choix d’une date pour une rencontre tripartite entre les membres du Comité Scientifique, les experts et les représentants des OSC

-la répartition des thèmes entre les différents experts;

-Le monitoring de rédaction et de dépôts des différents articles par les experts.

**15/02/2023:** lancement du projet de rédaction du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal.

**15/03/2023** : début de collecte des articles.

**30/03/2023** : fin de collecte des articles.

.....**Avril 2023** : retraite à Toubab Dialao des membres du Comité scientifique pour la correction, la synthèse, la mise en cohérence , l'articulation logique des différents articles et la rédaction finale.

**23/11/2023** : atelier de restitution et de partage du rapport avec le Comité d'observation des OSC pour amendements et recommandations. Cette activité a réuni les différentes parties prenantes du projet afin d'échanger, de discuter et de valider le dit document avant sa publication.

**22/12/2023** : grande cérémonie de lancement et de remise du rapport aux autorités. Cette cérémonie organisée à la place du «SOUVENIR AFRICAIN » fut présidée par M Klaus KOENIK, représentant de la Fondation Rosa LUXEMBURG en Afrique de l'Ouest en présence de nombreux participants constitués des représentants de l'Etat, des OSC, des membres du Comité Scientifique et des 31 associations membres du Réseau venues de Dakar, Thiès, Mbour, Diourbel , Louga , Saint-Louis, Fanay, Ziguinchor, Sédiou, Kolda ... Les organes de presse venus nombreux couvrir l'événement en ont assuré une diffusion.

A cette cérémonie, en sus du rapport remis officiellement au représentant de l'Etat, des centaines d'exemplaires du rapport furent également distribués aux participants notamment aux membres des associations du réseau et aux organes de presse pour en assurer une large diffusion en attendant que des activités de suivi ne soient menées concrètement à travers différentes localités du pays.

## **LES ACTIVITES DE SUIVI DU RAPPORT**

L'objectif visé dans l'organisation des activités de suivi est de créer une masse critique autour de ce rapport pour en assurer un bon plaidoyer. Pour ce faire, il a fallu des séances d'échanges, d'explications, de discussions approfondies pour que tous les membres des associations du réseau ainsi que les OSC s'approprient du contenu du rapport et participent de manière engagée à sa mise en œuvre. La mise en place d'un groupe WhatsApp socialisant les différents-tes Présidents-tes des associations du réseau et la tenue d'activités décentralisées au niveau de différentes localités du pays pouvaient aider à l'atteinte de cet objectif.

### **Agenda et contenu des activités dans différentes localités du Sénégal**

Pour mener à bien les activités de suivi du rapport, un groupe WhatsApp fut créé. Qui plus est, plusieurs activités sous forme d'exposés suivis de discussions sur des thèmes et sous-thèmes contenus dans le rapport ont été organisées dans plusieurs localités du pays notamment Dakar, Mbour, Thiès, Saint-Louis, Louga et Kolda. Pour clôturer, une grande rencontre réunissant les Présidents-tes des associations membres du réseau fut organisée à Thiès « *la capitale du rail* ».

**01/06/2024 :** réunion du comité de suivi du rapport composé de la chargée du programme /migration de la Fondation ROSA LUXEMBURG, de la

représentante du Cabinet BAOBAB HORIZON, du représentant du Comité Scientifique de l'élaboration du rapport et du secrétaire administratif.

**25 au 31 /07/2024** : informations et échanges avec les Présidents et Présidentes des associations du réseau sur la pertinence et l'opportunité de la mise en place du groupe WhatsApp et de l'organisation d'une tournée nationale de partage et de plaidoyer. Ces propositions eurent un écho favorable auprès de membres du réseau.

**01/08/2024** : création du groupe WhatsApp et partage de sa note de cadrage .Ce groupe, en plus d'être un espace de partage d'informations servira également de cadre d'alerte, de veille et de sensibilisation sur les méfaits de l'émigration irrégulière. Parallèlement, les avantages et bienfaits d'une migration régulière et respectueuse des droits des migrants y seront promus. En outre des thèmes tirés du rapport y seront régulièrement animés. L'objectif était de permettre une bonne mise à niveau mais aussi une meilleure appropriation des contenus du rapport par les différents membres du réseau afin d'en faire le plaidoyer en tout lieu et en toute occasion. Pour en assurer une bonne vulgarisation, il est prévu l'organisation d'activités dans différentes localités du pays en commençant par Dakar, la capitale.

**10/08/2024** : organisation à Dakar, de la **1ère** activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

La première activité de suivi du rapport alternatif de la politique migratoire du Sénégal fut organisée le 10 Aout 2024 au siège de la Fondation Rosa LUXEMBURG STIFTUNG sis à Mermoz/Dakar. Cette activité qui fut menée

sous forme d'exposé traita du sous –thème : **les dimensions sociales et familiales de la migration au Sénégal.**

Cette activité de démarrage de la tournée nationale présidée par le représentant de la fondation Rosa LUXEMBURG en présence de la chargée du programme migration de la fondation enregistra la participation massive des membres des associations du réseau basées à Dakar et sa banlieue notamment AJRAP (Association des Jeunes Rapatriés de Thiaroye –sur- mer), ASSOCIATION « SAMA CHANCE », ASSOCIATION « RESTER ET REUSSIR », ASMC ( Association Sénégalaise pour la Migration Circulaire) , BF- APS « Booza Fii-Alarm Phone Sahara » et ASSOCIATION ENTRAIDE ET SOLIDARITE . Les associations MIGDEV et REMIDEV furent conviés à la rencontre.

Dans son speech, l'exposant du jour soulignera que 2,5 MILLIARDS de DOLLARS US soit environ 1700 MILLIARDS de f CFA est la somme que les sénégalais résidant à l'extérieur ont transféré vers leur pays en 2022, d'après les données de la balance des paiements du Sénégal présentées le 22 Décembre 2023 par les services du Ministère des finances du Sénégal. Cette manne financière représenterait environ 13% du PIB et le double de l'APD (Aide Publique au Développement) que le Sénégal a reçu en 2021. *Cf. page 143 du rapport*

Cette situation fait du Sénégal le 5<sup>ème</sup> pays de l'Afrique sub-saharienne récepteur de flux financiers derrière le Nigeria, le Ghana, le Kenya et le Zimbabwe. Pour l'essentiel, ces fonds proviennent de la France, de l'Italie, de l'Espagne, de la Gambie, de la Mauritanie et du Gabon. L'exposant précisera toutefois que ces chiffres semblent être en deçà des envois réels de fonds puisque d'après le Ministère sénégalais de l'économie et de finances seuls 81% de ces transferts transitent par les circuits formels ; les 19% restants empruntent des chemins non encore connus des autorités à cause notamment du coût élevé des frais de transfert. Et à l'exposant de faire savoir que les envois de fonds des émigrés sénégalais sont devenus la principale source de financement de l'économie sénégalaise

dépassant de loin l'APD et les IDE (Investissement Directs Entrants). Ces ressources sont d'un grand apport à la vie socio- économique du pays car permettant de faire face à la pauvreté grandissante de la population, d'améliorer les conditions de vie notamment en milieu rural et surtout de faciliter l'accès aux services sociaux de base. Les migrants sénégalais gardent des liens très étroits avec leur pays, leurs communautés et leurs familles non seulement à travers les transferts d'argent mais aussi par le financement des activités associatives dont la finalité est l'édification d'infrastructures sanitaires, scolaires, hydrauliques, électriques et religieuses et leurs dotations en moyens.

Que dire de leur implication directe dans la prise en charge entière des besoins vitaux et créés de la famille quand on sait qu'ils en sont les principaux bailleurs ?

Pour l'essentiel, ces envois servent principalement à la consommation des ménages pour 90,7% et à l'investissement productif notamment dans l'immobilier pour seulement 9,3%. Tout ceci pour dire que les émigrés sénégalais sont des promoteurs du développement local et de véritables bailleurs de fonds de leurs communautés et familles. Tout ce détours chiffré et attesté est pour faire comprendre et faire accepter que la migration a des dimensions sociales et familiales qui sont bien apparues dans les résultats des entretiens et donc bien pris en compte dans le rapport . Ceci était nécessaire voire obligatoire dans la mesure où nous pouvons lire clairement dans les objectifs du rapport indiqués à la page 16 que « les réflexions contributives ont pour objectif de contribuer de manière significative à la consolidation des aspects positifs de la migration. Il s'agit là de rendre visible les dynamiques de mutation et les dynamiques de croissance dans le pays notamment celles qui sont portées par la migration ». Ainsi, les débats et les espaces de définition de la politique migratoire alternative du Sénégal ont été alimentés par des données factuelles produites sur des bases crédibles relevant de réalités sénégalaises. Ces aspects positifs de la migration devaient être bien portés à la connaissance des autorités pour les amener à changer de paradigme en réalisant les avantages de la migration. Il vise également à

renverser les tendances charriées depuis l'étranger qui consistent à ne voir en la migration que les aspects négatifs en montrant aux autorités où qu'elles puissent être ici comme à l'étranger que la migration présente des indicateurs de mesure de progrès et de développement aussi bien pour les zones de départ que pour les bassins récepteurs( zones d'arrivée).

Cet exposé a surtout mis l'accent sur la nécessité pour les pouvoirs publics sénégalais d'encadrer et de soutenir la migration régulière et les migrants vu leurs apports bénéfiques à leurs communautés et à leurs familles mais également leur contribution non négligeable au développement socio-économique du pays. Cette présentation a suscité de riches échanges entre les participants. C'est ainsi que certains panelistes favorables au slogan *took fii, tékki fii* (rester et réussir) ont fait des recommandations allant dans le sens de la création de PME- PMI pour donner aux jeunes des emplois valorisants et bien rémunérés, la suspension des licences de pêche accordées aux bateaux étrangers pour permettre aux pêcheurs sénégalais de retrouver leurs activités et de gagner dignement leur vie comme par le passé, d'assurer une bonne gouvernance pour plus d'équité et de justice sociale, faire également ressortir les aspects négatifs de la migration pour que cette jeunesse abusée par les leurres du mirage de l'Occident puisse prendre conscience qu'on peut bien rester et réussir au Sénégal.

D'autres pour qui la migration est un droit, ont soutenu que barricader les frontières européennes et de plus en plus tenter de les externaliser avec FRONTEX ne peuvent être des solutions viables et pérennes. Il faudrait que les ambassades étrangères fassent montre de solidarité et d'humanisme en allégeant les procédures et en octroyant les visas aux ayants-droits. Toute atteinte à ces droits fondamentaux ne fera qu'accroître le nombre de candidats à l'émigration irrégulière. Ce qui risque d'amplifier le phénomène du « *Barsa wala Barsax* » ou « Barcelone ou la mort » et de mettre en péril leur sécurité et leur confort. Devant le refus de l'Occident d'ouvrir ses frontières aux migrants sénégalais, ils appellent les autorités à appliquer la mesure de la réciprocité des visas. Toujours pour les

partisans de l'émigration régulière des sénégalais, la migration circulaire peut être un début de solution mais à condition qu'elle ne soit gérée mais désormais bien gouvernée et que le nombre de migrant-circulaires soit considérablement revu à la hausse. Cette forme de migration régulière et sans frais car la prise en charge des frais de départ étant quasi assurée par le partenaire recruteur pourra sans doute avoir un effet positif et susciter un nouvel espoir du côté de la jeunesse sénégalaise. Les modalités et conditions d'octroi des visas étant allégées et la migration circulaire bien gouvernée, les jeunes sénégalais pourraient alors avoir la patience d'espérer et d'attendre leur tour pour enfin migrer régulièrement s'ils en sentent le désir ou la nécessité. Cet espoir entretenu pourra permettre d'enrayer la migration irrégulière. En attendant cet espoir se concrétise, la migration irrégulière continue de jeter sur les pistes du désert du Sahara et les routes maritimes de l'océan Atlantique des milliers de sénégalais. Fait nouveau, ils sont de plus en plus nombreux les jeunes et les femmes à tenter cette aventure périlleuse dans l'espoir d'une vie meilleure, ailleurs. Mais que de désillusions !

Cet aspect sera exposé et discuté lors de l'activité de Mbour.

**21/09/2024** : organisation à Mbour de la **2<sup>ème</sup>** activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

La deuxième activité de suivi du rapport alternatif fut organisée à hôtel de ville de Mbour dans « *la petite côte* ». Cette rencontre qui permit d'aborder le sous-thème du rapport : **Jeunes et femmes sénégalais sur les routes migratoires : causes et désillusions** enregistra la participation massive des membres des

associations du réseau basées à Mbour et Saly Portudal notamment l'ASMI ( Association Sénégalaise de lutte contre la Migration Irrégulière) l' AADD (Association And Dokh Diam ) , l'ATL ( Association THELMIS ET LUA) , COVES ( Collectif des Victimes de l'Emigration au Sénégal), ANPM( Association Nationale des Partenaires Migrants) et du Président de la Commission Migration et Sécurité de la Commune de Mbour venu représenter le Maire de la ville. Une bonne couverture médiatique fut assurée par les correspondants des organes de presse nationale, des radios et télévisions communautaires locales et la presse en ligne.

Cette activité a lieu dans un contexte très chargé car marqué par la recrudescence de l'émigration irrégulière partout au Sénégal et plus particulièrement à Mbour. Cette localité de la Petite – côte a dans la même semaine enregistré une suite de catastrophes maritimes dont la dernière marquée par le naufrage d'une pirogue avec à bord près de 300 candidats à ma migration irrégulière. Cette catastrophe de trop ouvrira les yeux des autorités sur l'ampleur du drame. Près de 46 corps sans vie furent repêchés et enterrés. Sur ces corps seuls 28 ont pu être identifiés. L'émoi et la consternation s'emparèrent de la capitale de la petite côte et plongèrent les populations dans la peur, l'angoisse, la peine et la profonde douleur. Cette situation plus qu'alarmante fut présentée avec émotion par le représentant du Maire qui demandera une minute de silence pour s'incliner devant la mémoire des victimes et formuler des prières pour que les autres corps disparus soient enfin retrouvés. Un doigt accusateur fut pointé contre le comité de crise qui a fait preuve de défaillance avec les lenteurs notées dans les recherches et l'assistance psycho- sociale des familles des victimes.

Ce contexte empreint de peur et d'émotions a servi de prétexte à l'exposant du jour pour capter l'attention de l'auditoire et introduire son thème.

Pauvreté endémique, pesanteurs socio-culturelles, raréfaction des ressources halieutiques du fait de la forte présence des bateaux de pêche étrangers, mirage de l'Europe et difficultés d'accès aux visas sont les principales de l'émigration des

jeunes et des femmes sénégalais qui ont été identifiées et citées par l'exposant du jour. A Mbour plus particulièrement, l'ampleur du phénomène est surtout liée à la raréfaction des ressources halieutiques. Et le constat est que depuis 2006, faute de trouver des ressources suffisantes pour prendre en charge les besoins vitaux de leurs familles, les mbourois en général et les capitaines de pirogues en particulier ont ou migrer, ou se sont transformés en convoyeurs de migrants vers l'Europe notamment l'Espagne. Ces « maîtres des eaux » étaient jadis à l'abri de tout besoin. A présent qu'ils sont privés de leurs gagne-pain, ils n'ont d'autres alternatives que de suivre leurs ressources là où ils pensaient qu'elles sont débarquées pour y prélever leurs parts afin de pouvoir continuer à entretenir dignement leurs familles. Une autre cause et pas des moindres évoquée par l'exposant est l'envie de prendre le large suscité par les jeunes et les femmes ayant accédé aux côtes européennes. Ces derniers via les réseaux sociaux envoient à leurs proches restés au pays des clichés trompeurs ne reflétant généralement pas les dures réalités de la vie quotidienne en Europe. Les candidats au départ, à défaut de visas de plus en plus hypothétiques du fait des politiques anti-migratoires adoptées par les pays de l'UE risquent leurs vies en se jetant sur les voies de l'émigration irrégulière avec le phénomène *meuk mi* (la traversée maritime) encouragée par le slogan *Barsa wala Barsax* entendait Barcelone ou la mort.

**28/09/2024 :** organisation à Thiès de la 3<sup>ème</sup> activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

Après Mbour, ce fut au tour de Thiès d'accueillir la troisième activité de suivi du rapport alternatif de la politique migratoire du Sénégal. Cette activité qui eut comme cadre le Centre Culturel de Thiès a permis aux membres des associations du réseau établis dans « *la capitale du rail* » de suivre un reportage de la fondation ROSA LUXEMBURG sur les causes de l'émigration irrégulière dans

la région de Thiès et d'échanger sur **la responsabilité de jeunes, des parents et des pays de l'UE dans l'amplification du phénomène de l'émigration irrégulière** sociologiquement intégré dans l'expression wolof Barça wala Barsax (Barcelone ou la mort). Ce slogan traduit tout le désarroi d'une jeunesse sénégalaise désespérée et désemparée au point d'hypothéquer sa survie en se jetant dans l'antre de l'océan Atlantique dans « l'espoir d'une hypothétique vie meilleure-ailleurs » comme disait l'actuel Premier Ministre du Sénégal.

Pour déterminer les responsabilités, l'exposant du jour a de prime abord désigné les pays de l'UE comme premiers et principaux responsables de ce phénomène qui avec les tragédies qu'il charrie constitue une véritable tragédie humaine. En effet, les mesures restrictives imposées par les pays européens depuis le sommet de la Valette contraignent les migrants africains à emprunter des voies jugées irrégulières pour accéder aux côtes européennes. Migrer est un droit consacré par les conventions internationales notamment l'Article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme adopté en Décembre 1948, l'Article 2 du Protocole additionnel n° 4 à la Convention européenne des droits de l'Homme, l'Article 12 de la Charte africaine des droits de l'Homme et des Peuples de même que l'Article 13 de la Constitution sénégalaise. Et si ce droit est bafoué par certains de ses signataires, il ne reste aux ayants-droits qu'à défier ces mesures illégales en cherchant à les contourner d'où la recrudescence de l'émigration « irrégulière ». Et à l'exposant d'ajouter que ces mesures restrictives et coercitives semblent ne cibler que les africains. Sinon comment comprendre qu'avec le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, les pays de l'UE qui se disaient incapables de recevoir des migrants se retrouvent subitement en mesure d'accueillir à bras ouverts des milliers voire des millions d'ukrainiens qui se sont vus accorder gracieusement des visas.

L'exposant dit en outre ne pas comprendre l'entêtement pour ne pas dire l'aveuglement des jeunes à vouloir prendre le large quand on sait les dangers encourus. Rester et réussir est bien possible , en témoigne le fait que beaucoup de

jeunes qui s'engagent dans cette aventure périlleuse financent des milliers de francs parfois même des millions pour ceux qui cherchent accéder aux USA via le Nicaragua et le Mexique . Ces sommes ils les ont pourtant acquises chez eux et à la sueur de leur front. Pour ces derniers, l'on ne peut donc évoquer le manque d'activés encore moins de business rentable. Mais, ils préfèrent tout plaquer et se lancer dans une migration qui ne garantit aucune arrivée encore moins aucune réussite financière. Que dire des parents qui sous le poids des pesanteurs socio-culturelles et parfois de la pauvreté poussent leurs enfants à cette aventure périlleuse en finançant parfois si nécessaire leur départ. Leur responsabilité est tout aussi engagée.

A Thiès, les nombreux participants notamment ceux de associations membres du réseau comme l'ASG (Association SUNU GAAL), le réseau NDARI, le CREDYRES (Cadre de Réflexion sur les Dynamiques Religieuse et Socio-culturelles), COVES (Collectif des Victimes de l'Emigration au Sénégal) n'ont pas manqué de formuler des recommandations. Parmi celles-ci on pouvait surtout retenir :

- préserver nos ressources naturelles (halieutiques, énergétiques et minières) et que les richesses tirées de leur exploitation soient partagées de manière judicieuse pour assurer une meilleure justice sociale ;
- recruter davantage de jeunes des localités des Niayes au niveau des grandes entreprises extractives et de transformation installées la zone comme les ICS (Industries Chimiques du Sénégal) et GCO (Grande Cote Opération) ;
- offrir en priorité aux populations de la localité des emplois décents et bien rémunérés pour qu'ils ne sentent le besoin de partir ;
- aller vers la gouvernance de la migration et non plus de sa gestion ;

- traduire les reportages vidéos dans nos langues nationales pour en assurer une plus large compréhension en vue d'une meilleure sensibilisation ;
- faciliter les rendez-vous et les modalités d'obtention des visas ;
- promouvoir la migration circulaire pour valoriser les compétences et régler le problème des longs séjours des sénégalais sans papier...

**12/10/2024** : organisation à Saint-Louis de la **4<sup>ème</sup>** activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

Le Samedi 12 Octobre 2024, la salle de conférence de l'annexe du Cercle mess des officiers sis au quartier Nord de Saint-Louis fut le point de convergence de nombreux participants venus de tous les coins de la vieille et même de Fanaye dans le Podor pour prendre part à la quatrième activité de suivi du rapport organisée par les Réseau pour une Politique migratoire alternative en partenariat avec la Fondation Rosa LUXEMBURG STIFTUNG .

Le thème du jour qui occupe une place centrale dans le rapport porta sur **la réintégration des migrants de retour**. Ont participé massivement à cette importante rencontre des membres des associations du réseau comme l'ERF ( Emigrés de Retour de Fanaye ) , l'association DEMCF( Diaspora des Emigrés de retour dans la Commune de Fanaye ) , l'AERE ( Association des Emigrés Retournés d'Espagne ), DIADEM/Saint- louis ( Diaspora Développement Education Migration ), l'Association de Lutte contre l'Emigration Clandestine dans la Langue – de -barbarie) ...La forte présence de la presse venue couvrir l'évènement du jour a également beaucoup contribué au succès de l'activité.

Dans son speech, l'animateur du thème a rappelé que Saint- Louis « *la région du fleuve* » de manière générale plus particulièrement le département de Podor est

une vieille terre d'émigration. Et que cette volonté s'explique par mimétisme et surtout par la volonté de prendre en charge les besoins de la famille et de la communauté quand on sait que cette région déshéritée manquait presque tout. Dès lors, l'émigration vers des contrées mieux pourvues s'offrait comme une alternative. C'est alors que les premières vagues de migrations se sont orientés vers les grandes villes du Sénégal notamment Dakar la capitale, puis les pays d'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Sud notamment le Mali, le Nigeria, la Côte d'Ivoire, le Gabon, le Congo, l'Angola, l'Afrique du Sud ... De nos jours, les migrants de la région Nord se sont disséminés un peu partout dans le monde où ils constituent d'importantes Diasporas. Leurs apports sont inestimables. Tout compte fait, en plus de la prise en charge des besoins vitaux de leurs familles, ils constituent de véritables acteurs de développement de leurs communautés tant leurs actions sont visibles et palpables dans la réalisation d'infrastructures communautaires (écoles, dispensaires, adduction d'eau, extension de réseau électrique, installation de panneaux solaires, mosquée, ...) et leurs équipements. Aussi, ont-ils contribué de fort belle manière à l'urbanisation de leurs terroirs par un meilleur aménagement de l'espace et la réalisation de belles concessions. Après des dizaines d'années de mobilités couronnées de tant des soutiens et de réalisations, ces migrants, bailleurs de leurs communautés, une fois de retour pour enfin s'installer sont confrontés à des problèmes de réintégration socio-économique.

Rentrés au bercail, leurs maigres économies fondent rapidement sous le poids des pressions sociales. A court d'argent et sans aucune activité génératrice de revenus, et sans soutien financier des pouvoirs publics et des collectivités territoriales ces braves émigrés de retour se tournent vers les organismes de micro-finances pour assurer la relève du désespoir. Mais là également les goulots d'étranglement ne manquent pas. Parmi les plus coriaces, on peut retenir les garanties de solvabilités imposées, les taux d'intérêts assez élevés la modicité des sommes prêtées qui ne peuvent assurer un investissement structurant et vraiment rentable. Ces entraves

font que la plupart des migrants de retour ratent leur réintégration socio-économique et beaucoup sont obligés de repartir pour mourir loin de leur communauté au lieu de rester impuissants face aux sollicitations de la famille et l'œil inquisiteur des voisins. A la suite de discussions très enrichissantes, les participants et participantes de tout âge et différentes catégories socio-professionnelles (pêcheurs, mareyeurs, femmes transformatrices de produits halieutiques et céréaliers, boulanger, paysans, commerçants...) ont formulé un certain nombre de recommandations dont les plus pertinentes et réalisables à court et moyen termes par rapport au thème développé sont:

- l'aménagement des terres de cultures et la maîtrise des eaux pour aider au développement de l'agriculture et toute saison et non plus seulement en saison hivernale ;
- l'information, la formation, le financement et le suivi des jeunes, des femmes et des migrants de retour sans discriminations d'âge et d'appartenance politique pour faciliter et assurer leur employabilité ;
- la réouverture des entreprises agro-industrielles comme la SOCAS (Société des Conserveries Alimentaires du Sénégal) et de la SNTI (Société des Tomates Industrielles du Sénégal) pour redonner du travail aux jeunes et aux femmes de la vallée mais également pour éviter aux producteurs de tomate de la zone d'écouler leurs produits sur place ce qui les évitera de se déplacer jusqu'à Dakar sur près de 350 KM avec le risque de voir toute leur production pourrir du fait de la chaleur, de la longue distance et une fois à Dakar des longues files d'attente devant l'usine ...

**26/10/2024** : organisation à Louga de la **5<sup>ème</sup>** activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

La forte mobilisation de Saint-Louis relayée par la presse et les belles images de la manifestation partagées dans le groupe WhatsApp feront des émules notamment à Louga. En effet, le Samedi 26 Octobre, la somptueuse salle de conférence de l'hôtel CASA ITALIA de la capitale du Ndiambour refusa du monde. Le thème du jour porta sur **la féminisation et la juvénilisation de la migration au Sénégal.**

C'est à la Présidente du FEMIDEC/Louga (Femme, Enfant ,Migration et Développement Communautaire ) que revint l'honneur de présenter ce sous-thème développé aux pages 96 à 110 du rapport alternatif. Ce sous thème qui occupe une place centrale dans le thème migration et mutations de la famille fut brillamment introduit devant les membres du réseau notamment ceux de l'AVM( Association Village du Migrant), de l'ODELEC( Organisation Départementale de Lutte contre l'Emigration Clandestine) de la FASER/Louga( Fédération des Associations des Emigrés de Retour au Sénégal ) mais également des représentants du BAOS ( Bureau d'Appui, d'Orientation et de Suivi ), de l'ARD (Agence Régionale de Développement) de Louga et de nombreux invités issus des milieux associatifs et la presse .

Après les salutations et remerciements d'usage, la conférencière a rappelé l'historique de la migration dans la région pour dire que ce phénomène relativement ancien et qui se faisait de manière régulière a positivement façonné le visage de la ville par les nombreuses réalisations notamment dans les infrastructures de base mais également la construction de belles villas. Cette migration continue de soutenir la consommation des ménages contribuant à atténuer les effets délétères de la précarité et de la pauvreté. Cependant depuis

deux décennies maintenant cette pratique migratoire qui était régulière prend de plus en plus des relents de clandestinité depuis les durcissements des conditions d'accès dans les pays occidentaux avec les restrictions imposées sur les conditions d'obtention du visa. Du coup, les regroupements familiaux sont de plus en plus hypothétiques d'où l'amplification du phénomène de l'émigration irrégulière dans la zone. Si pour les femmes et leurs enfants la raison de leur émigration était jadis pour un besoin regroupement familiale, de nos jours la raison est tout autre. En effet, avec les mutations sociales et familiales, beaucoup de femmes mariées et de plus en plus fréquemment des femmes célibataires profitent de l'émigration irrégulière pour tenter de rallier l'Europe. Cette ferme volonté d'émigrer s'explique par le fait qu'elle trouve à l'émigration un moyen de se réaliser pour s'émanciper des pesanteurs socio-culturelles mais également pour prendre en charge leurs besoins et ceux de leurs parents. Fait autrefois insolite mais aujourd'hui de plus en plus récurrent, certaines n'hésitent pas à tenter l'aventure en y entraînant leurs enfants. S'y ajoute qu'avec la conjoncture économique difficile et les mutations sociales en court, beaucoup d'hommes ne veulent plus marier des femmes tout à fait dépendantes .Ainsi, les femmes assument de plus en plus de nouvelles responsabilités car les hommes à qui incombait l'entièvre responsabilité de la prise en charge les besoins de la famille se débinent et cherchent à s'acoquiner avec des femmes relativement aisées qui puissent les entretenir ou au moins se prendre en charge elles-mêmes.

Ce phénomène de la migration irrégulière touche beaucoup plus les jeunes. En effet, en l'absence d'activités valorisantes et bien rémunérées, et face à un avenir incertain, les jeunes lougatois pour la plupart des conducteurs de motos -taxis « Djakarta » sont davantage tentés par le phénomène du modou-modou d'autant que ces derniers revenus au pays après seulement quelques années passées à l'étranger sont cités en exemple de réussite et d'ascension sociale fulgurante . Ces migrants de retour ou en vacances exhibent leurs avoirs et richesses à travers leurs belles villas, leurs belles voitures et célèbres leurs mariages en grande pompe.

Cette richesse exposée de manière ostentatoire suscite l'envie des jeunes restés dans la galère et les pousse à vouloir partir par tous les moyens légaux comme illégaux. A la conférencière de rappeler que la migration est un droit consacré par les conventions internationales et l'Article 14 de la Constitution sénégalaise. Et d'appeler les pouvoirs publics et les chancelleries étrangères à respecter leurs engagements. Aux femmes et aux jeunes, elle demande de réclamer leur droit mais en attendant qu'il soit acquis d'éviter d'hypothéquer leurs vies en empruntant les « *boulevards de la mort* » que représentent le désert du Sahara et l'étendue maritime de l'Atlantique.

A sa suite, de riches et intéressantes discussions furent ouvertes. Celles-ci ont fait surtout ressortir les dures réalités socio-économiques et les pesanteurs socioculturelles qui poussent les jeunes et de plus en plus les femmes avec leurs enfants à se jeter sur les voies de l'aventure. Le mal est profond !

Pour l'enrayer, des recommandations ont été formulées. Parmi celles-ci :

- l'information, la formation, le financement, l'accompagnement et le suivi des femmes et des jeunes ;
- la bonne gouvernance de la migration circulaire ;
- la facilitation des conditions d'obtention des visas ;
- la réouverture des usines SOTEXKA et SONACOS de Louga pouvant offrir des milliers d'emplois aux femmes et aux jeunes lougatois;
- le renforcement de la sensibilisation des femmes et des jeunes jusque dans les contrées les plus reculées de la région de Louga ;
- L'accès des femmes à la terre pour qu'elles puissent produire , transformer, vendre et assurer leur autonomie... .

**30 /11/2024** : organisation à Diourbel de la **6<sup>ème</sup>** activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

Après une pause due à des raisons de sécurité liées à l'effervescence de la campagne électorale pour les élections législatives et les scènes de violence qui l'ont émaillées, la tournée de suivi du rapport initiée par le réseau pour une politique migratoire alternative au Sénégal reprit de plus belle. Le centre de formation professionnelle de Diourbel servit de cadre pour accueillir cette activité, la sixième du genre. Y fut développé le thème suivant : **Les migrants, bailleurs de leurs communautés et de leurs familles**. Pour le conférencier du jour, localité ne pouvait être mieux choisie et aussi appropriée que Diourbel, la capitale du Baol pour aborder ce thème tant cette région relativement déshéritée a reçu de ses filles et fils de la diaspora. Après avoir brièvement rappelé l'historique de la migration dans la région et la qualité des ressources humaines notamment des artisans partis de la capitale du Baol, le conférencier a fait savoir qu'ils ont été très nombreux à participer à la construction de pays comme la Côte d'Ivoire et surtout le Gabon où fut exilé pendant sept ans le vénéré guide de la confrérie mouride , illustre fils du terroir. Puis de revenir au thème du jour pour vanter les nombreuses réalisations des émigrés de la zone notamment par la construction d'écoles, de structures de santé comme l'hôpital MATLABOUL FAWZEYNI d'un coût global de 7 000 000 000 de f CFA, de mosquées et leurs équipements. En outre, ils financent les cérémonies comme les baptêmes, les mariages, les funérailles, les ziars, les gamous et les magals notamment le grand magal de TOUBA ou contribuent de manière substantielle à leur réussite. Aussi investissent-ils de manière fort remarquée dans l'immobilier, dans l'agriculture, les transports, le commerce et de plus en plus dans les petites industries de transformations et les

services. Que dire de la prise en charge entière de leurs familles car assurant les dépenses courantes (nourriture, eaux, électricité, frais médicaux, frais scolaires, universitaires et de formation, habillement...). Ainsi, les émigrés du Baol sont d'un apport inestimable à leurs communautés et à leurs familles. Au conférencier d'ajouter que sans les émigrés, la localité allait être sans doute plongée dans une pauvreté indescriptible. Par leurs actions au service de leurs communautés et de leur famille, ils méritent tous les égards, considérations et honneurs. Toutefois au conférencier de faire remarquer pour s'en indigner et s'en offusquer pour mieux la dénoncer, le manque de considérations et de soutien dont ils sont victimes une fois leur retour au bercail définitif. Relativement vieux et souvent sans revenus suffisants et réguliers, ces braves émigrés de retour sont laissés à eux-mêmes et ne bénéficient d'aucun accompagnement de la part des autorités. Ainsi, ratent-ils leur réintégration socio-économique. Au conférencier de terminer par une note positive en citant des filles et fils du Baol qui ont bien réussi leur retour au bercail avant de les offrir en exemple à la nouvelle génération de migrants qui envisagent leur retour et leur réintégration réussie. Animant une riche discussion, les principaux intervenants se sont surtout appesantis sur la nécessité pour les migrants de repenser la nature de leurs investissements. Beaucoup se sacrifient pour leur communauté et famille. Il est venu le moment pour eux de penser à eux-mêmes et à leur réintégration réussie après ces dures années de privations et de sacrifices. Et cela ne peut passer que par des investissements individuels ou collectifs structurants. Les placements de capitaux réalisés dans des domaines économiques porteurs de croissance leur permettront de contribuer de manière déterminante au décollage économique de la région, de garantir des revenus substantiels et réguliers mais aussi et surtout de donner de l'emploi à la population active diourbeloise durement frappée par le chômage. Ceci contribuera à coup sûr à freiner l'émigration surtout clandestine des nombreux jeunes de la région tentés par ce phénomène. Pour la plupart des intervenants ce fléau est surtout dû aux difficultés d'obtention de visa. Et donc d'appeler à l'assouplissement des

conditions de délivrance de ce « sésame » pour permettre à ceux qui remplissent les critères d'user de leur droit et migrer légalement.

Prirent part à cette importante activité de Diourbel des associations membres du réseau comme l'Association JAMMI JABOOT, l'AMRD/OIM( Association des Migrants de retour dans la Région de Diourbel),l' ARMD( Association Régionale des Migrants de retour de la région de Diourbel), l'AMB( Association des Migrants de retour du Baol), le RDMB( Regroupement Départemental des Migrants de Bambey) , de l'Association SAMA CHANCE//section Diourbel ainsi que de nombreuses autres associations de migrants invitées à la rencontre venues notamment de Touba, de Ndangalma ...

Ces dernières venues très nombreuses répondre à l'invitation ont exprimé leur volonté d'intégrer le réseau pour une meilleure synergie d'actions.

**14/12/2024** : organisation à Kolda de la **8<sup>ème</sup>** activité de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal

Après Diourbel, ce fut au tour de la capitale du *Fouladou-Pakao* de recevoir la délégation du réseau suite à une invitation des associations de Kolda pressées d'abriter la dernière activité de suivi du rapport. L'hôtel KAYRA DORONG refusa du monde pour offrir son confort et son hospitalité à un très beau monde venu très nombreux répondre à l'appel du réseau. Outre les membres des associations du réseau, on pouvait noter la forte présence des autorités municipales, des délégués de quartiers, des imams et Oulémas, des associations de jeunes et de femmes, des représentants du BAOS et de l'ARD de la région. Cette forte mobilisation s'explique sans doute par le nombre élevé de migrants de retour dans la zone mais aussi et surtout par l'importance et l'intérêt du thème relatif notamment à **la rationalisation des financements des projets destinés aux migrants de retour à Kolda : enjeux, défis et perspectives.**

Après les salutations d'usage, l'animateur a exprimé sa reconnaissance et adressé ses remerciements à la FONDATION ROSA LUXEMBURG et à ses représentants pour le choix porté sur sa modeste personne pour animer ce thème d'une brûlante actualité et dont l'intérêt suscite un grand engouement comme en témoigne la forte mobilisation des populations de la Casamance en général et du Fouladou-Pakao en particulier. Avant d'aborder son thème, il se dit déjà rassuré et honoré par la présence à ses côtés de spécialistes de la question migratoire dont la maîtrise du thème ne fait plus de doute. Ces sommités vont à n'en pas douter participer de manière très positive aux débats et aider par leurs contributions à relever le niveau de compréhension mieux de maîtrise de la rationalisation des financements de projets destinés aux migrants de retour.

Dans son speech, le conférencier a d'abord mis l'accent sur le bon choix porté sur la région de Kolda qui représente une plaque tournante de la migration car étant à la fois une zone de départ, de transit et de retour. En effet, cette région connaît une forte poussée migratoire en direction de la Gambie voisine, de la capitale sénégalaise, Dakar et surtout vers l'Europe. La migration vers l'Europe se fait très souvent de manière irrégulière via les immensités du désert du Sahara et de

l'océan Atlantique. L'échec de la tentative constraint beaucoup de jeunes , hommes comme femmes à regagner leurs terroirs pour y constituer une masse importante de migrants de retour. Ces derniers replongeant dans la pauvreté ou vivant dans une précarité préoccupante constituent une frange vulnérable de la population, victime du regard inquisiteur des parents, des voisins et de la communauté et parfois en proie à des troubles psychologiques. Même si aujourd'hui aucune statistique ne peut établir de manière exacte les nombres de départ et de retour dans la région, les migrants de retour font légion dans toutes les communes de Kolda. C'est pour les aider à réussir leur réintégration psycho-social et socio-économique que des partenaires au développement comme l'OIM, WORLD VISION, ONG LA LUMIERE, l'UE via les BAOS financent leurs activités de réintégration. C'est ainsi que des sommes importantes ont été injectées dans la région pour juguler les effets délétères du retour massif de migrants sur la population en général et les migrants de retour en particulier. Malgré tous les efforts en termes d'information, de formation, de financement et d'accompagnement, les résultats escomptés sur le bien-être et le relèvement du niveau de vie des populations mais aussi et surtout sur la réintégration socio-économique harmonieuse des migrants de retour à leur communauté tardent à porter leurs fruits.

Il y a problème !

Et ceci est d'autant plus préoccupant et inquiétant que le désir de migrer s'accentue chaque jour un peu plus. Cette situation est liée au fait que le nombre de chômeurs et de sous employés ne cesse d'augmenter en raison du manque d'emploi et d'employabilité des jeunes koldois de manière générale. Aujourd'hui la plupart des jeunes rencontrés expriment leur ardent désir de migrer si nécessaire de manière irrégulière quoi que cela puisse leur coûter pourvu seulement que l'occasion se présente. Ce sacrifice auquel ils sont prêts à consentir n'a qu'un mobile : sortir leurs parents de la pauvreté. Pour ne pas revivre un tel drame social dont la région de Kolda a payé un lourd tribut lors des dernières vagues de départ

vers l'Europe, il urge de trouver des solutions à ce lancinant problème de la migration irrégulière des jeunes. Parmi les alternatives pensées et mises en œuvre, le financement des migrants de retour avaient occupé une bonne place. Mais qu'est ce qui fait qu'à ce jour le problème demeure entier ? Alors la rencontre du jour se présente comme un mini diagnostic, un échange de bonnes méthodes et pratiques pour conjurer le mal. Et pour cela aucune contribution n'est de trop. Selon le conférencier, la réponse à cette pertinente question pourrait se trouver dans la réinvention des modes et modalités de financement des projets de réintégration des migrants de retour qui ont souffert jusque-là de plusieurs limites, insuffisances et incohérences. Certes tout n'est pas mauvais. Mais, il convient de relever les flops pour y remédier d'où la pertinence du thème validé d'un commun accord par les représentants de la Fondation, les présidents des associations membres du réseau et le conférencier du jour, thème relatif à la rationalisation des financements des projets destinés à la réintégration des migrants de retour à Kolda : enjeux, défis et perspectives.

Pour commencer, le conférencier a rappelé les propos du Maire qui dans son allocution de bienvenue a laissé entendre que beaucoup d'argent a été investi par l'Etat ,les collectivités locales et les partenaires au développement pour lutter contre la pauvreté dans la région et par ricochet mettre un terme à ce problème récurrent de la migration irrégulière dans la région de Kolda. Malgré tout, le mal persiste.

Pour le conférencier, cette rencontre de Kolda pourrait être un mini diagnostic d'abord sur les bonnes pratiques en matière de financement des projets de réintégration des migrants de retour, ensuite sur les acquis à préserver et enfin sur les limites objectives et les difficultés rencontrées au niveau régionale pour faire face au lancinant problème de la migration irrégulière. Pour lui, ce thème est d'un grand intérêt car il se désole du fait d'avoir lui-même financé beaucoup de projets de réintégration mais une fois sur le terrain pour constater les réalisations, il ne pouvait cacher sa déception et son découragement du fait que rien de concret ne

soit réalisé sur place. Pour lui, il urge de repenser les financements des projets en vue d'y apporter les correctifs nécessaires à leur réussite. Mais faudrait-il au préalable déterminer les facteurs à l'origine de ces échecs. Pour y arriver, il a choisi le jeu du questionnement du public pour avoir les réponses qui devraient lui permettre de comprendre sans doute pourquoi ce qui avait été bien pensé pour réussir aux migrants de retour se soit en grande partie soldé par un fiasco relatif. Tout compte fait, il s'est posé une multitude de questions dont les réponses pourraient aider in fine à déterminer objectivement les facteurs à l'origine de l'échec noté dans le financement des projets destinés à la réintégration des migrants de retour. Qu'est-ce qu'un projet de réintégration ? Pourquoi jusqu'à ce jour, on éprouve des difficultés et on essuie des échecs dans la réalisation des projets ? Pourquoi les projets financés ne peuvent aujourd'hui s'offrir comme exemples de réussite pour aider à en monter d'autres ? Pourquoi ces projets n'ont pas été assez structurants pour pouvoir employer des centaines voire des milliers de jeunes ? Pourquoi peinent-ils ces migrants de retour qui ont eu pour certains à recevoir divers financement à produire du concret pour inspirer d'autres bailleurs ? Qu'est ce qui bloque ? Quels sont les véritables problèmes qui empêchent d'avancer ? Quelles sont les responsabilités au niveau régional ? Pourquoi ne devrait-on pas rationnaliser les financements en vue d'une bonne atteinte des objectifs ? Quels organismes financent les migrants ? Comment se font les financements ? Y a-t-il réellement des critères objectifs et concertés de financement ? Est-ce que les autres acteurs étaient informés de la disponibilité de ces financements ? Les acteurs qui accompagnent les projets de réintégration se concertent-ils avant de procéder à leur financement ? Les nombreux échecs jusque-là enregistrés et pour la plupart liés à un manque de coordination et de suivi ne devraient-ils pas pousser à la rationalisation des financements des projets de réintégration ? Toutes ces questions notamment la dernière constituent des défis majeurs auxquels il urge de trouver des réponses appropriées et adéquates. Ces réponses permettront sans doute de dégager des perspectives à même de nous

permettre de trouver des solutions idoines au lancingant problème du financement des projets de réintégration des migrants de retour.

A la question de savoir qu'est-ce qu'un projet de réintégrations d'un migrant de retour , le conférencier a donné la réponse suivante : « un projet de réintégration est un accompagnement psycho-social, technique, matériel et surtout financier dont bénéficie un migrant de retour pour mener au sein de sa communauté une activité génératrice de revenus à même de lui permettre de réussir sa réintégration et de participer en tant qu'acteur de développement au progrès socio-économique de son terroir ». Ces migrants ciblent des activités et sollicitent un accompagnement de la part des structures étatiques comme les BAOS ou locales comme la Mairie ou encore des organismes et ONG établis dans la région comme l'OIM, WORLD VISION, l'ONG la LUMIERE ...

Après étude du marché, les bailleurs financent les projets de réintégration. Ces derniers embrassent des activités diverse allant de l'agriculture à l'apiculture en passant par l'élevage, la pêche, l'artisanat, la transformation des produits céréaliers, des fruits et légumes, la restauration, le commerce, le transport notamment de moto taxi, le maraichage, la pisciculture, l'aviculture... Et pourquoi ces projets pourtant bien pensés et répondant bien aux besoins du marché local, national et sous -régional peinent à produire les résultats espérés pour sortir la zone de KOLDA de la relative précarité dans laquelle sont plongées en général ses populations ? Ces échecs ne feront qu'accentuer la précarité et la pauvreté des populations locales rendant ainsi plus pressante la volonté d'émigrer des franges les plus vulnérables de la société notamment les jeunes et les femmes. Cette interrogation très pertinente soulève la question des défis majeurs auxquels le financement des projets de réintégration des migrants de retour pose à nouveau avec acuité un peu partout au Sénégal et plus particulièrement dans la région du Fouladou/ Pakao.

Après les tentatives d'explication du projet de réintégration des migrants de retour, le conférencier s'est attaqué aux defis qu'il pose notamment dans la région

de KOLDA. Le premier qu'il soulève est pourquoi en dépit de tous les efforts consentis, les projets financés ne peuvent à ce jour sortir les populations en général et les migrants de retour en particulier de la spirale de la précarité et la localité de sa relative pauvreté ? Pour y trouver une réponse, le conférencier s'oriente sur deux pistes : le déficit d'information et le déséquilibre dans les financements.

Pour le premier aspect, il souligne que la plupart des migrants de retour sont parmi les couches les plus défavorisées et vulnérables de la communauté. Cette situation fait qu'ils habitent souvent dans des zones non couvertes par le réseau électrique encore moins par le réseau internet. On peut dès lors comprendre aisément l'isolement dont ils sont victimes. Il est donc évident que ces couches défavorisées socialement et géographiquement ne peuvent accéder à l'information au même titre que les migrants qui sont au niveau des zones mieux loties sur le plan infrastructurel. Ces migrants des reculées ne peuvent alors être au courant des financements de projets de réintégration disponibles dans les BAOS, les ARD, les mairies, des ONG et des partenaires techniques et financiers mais également des représentants locaux des institutions internationales. Pour les appels à candidature et les appels à proposition des informations sont certes partagées via les réseaux sociaux, les radios et télévisions communautaires mais force est de reconnaître que ces informations n'atteignent pas toujours les véritables cibles car ces derniers étant parfois en marges des zones couvertes par ces canaux d'information. Cette situation explique sans doute le fait qu'ils soient plus nombreux les bénéficiaires des financements à habiter les centres de la région au détriment des migrants de retour habitants les périphéries lointaines. Cela permet d'embrayer sur l'autre défi relevant d'un constat frappant qui est celui du déséquilibre dans les financements. Tout compte fait, il existe un contraste frappant dans le financement des projets de réintégration des migrants de retour dans la région de KOLDA. Outre le déséquilibre géographique des financements de projet qui résulte du déficit d'information dont sont victimes les migrants de retour des zones périphériques, il existe un autre déséquilibre qui tient au fait que ce sont à peu près toujours les

mêmes associations, groupements d'intérêt économique, groupements de femmes ou les mêmes migrants de retour qui captent les financements. Cela peut résulter de plusieurs faits. D'abord le fait que les critères de sélection des projets ne soient pas suffisamment définis et encadrés par les partenaires techniques et financiers mais également bien harmonisés entre eux pour éviter certains dysfonctionnements. Ensuite, le manque de suivi du projet et surtout l'évaluation de son impact positif sur le développement socio-économique des communautés. Tout bien considéré, ils sont nombreux aujourd'hui à KOLDA, les migrants de retour et certains sont même présents dans la salle, parce qu'ils sont plus informés que d'autres ne cesse de capter des financements au détriment de la majorité des migrants de retour notamment ceux des localités les plus reculées qui à ce jour n'ont encore bénéficié d'aucun accompagnement ni en terme de formation, ni en terme de financements. Et pourtant ce sont des ayant-droits qui sont souvent même plus méritants parce que plus vulnérables. Le fait que certains migrants de retour captent plusieurs financements pour réussir leur réintégration n'est pas tout à fait une mauvaise pratique. Au contraire, il pouvait beaucoup aider au développement de leur communauté et par ricochet à la redistribution des richesses produites. Ce qui pourrait contribuer de manière assez significative à les sortir progressivement de leur précarité et à rester dans leur terroir pour réaliser le fameux slogan « *took fii, tékki fii* » (rester et réussir). La poussée migratoire allait pouvoir être ainsi freinée de manière assez importante. Malheureusement, une fois sur le terrain pour constater de visu les réalisations issues de la mise en œuvre des projets, force est de reconnaître qu'on ne trouve presque rien de concret. Bruit dans la salle : c'est vrai ! C'est vrai ! Aucune réalisation ! Rien du tout ! Rien ! Vous avez alors compris chers participants le sentiment de déception et de découragement qui nous animent au moment où, très pressé de se présenter devant les acquis d'un projet qu'on voudrait citer comme exemple de réussite, on se trouve face à ce vide. Vu tous ces échecs, il urge de rationnaliser sinon les actions resteront vaines. Et c'est bien cette volonté de rationalisation qui nous a réuni ce

jour. Pour le conférencier, rationaliser, c'est permettre à un migrant de retour de la commune de KOLDA de bénéficier d'un financement. Mais également de manière équitable et par un accompagnement en terme d'information, de formation , de financement et de suivi permettre à un autre migrant de retour porteur de projet mais habitant dans les zones les plus reculées de la région et qui sans doute ne reçoit pas les informations à temps et parfois n'est même pas dans les bases de données des structures de financements de bénéficier de financements au même titre que ceux des centres urbains mieux informés. Cette meilleure rationalisation par une équité territoriale dans le financement des projets mais également par un choix plus judicieux des projets et des migrants porteurs de projet permettra sans nul doute d'obtenir des résultats probants pour juguler les effets néfastes de la migration irrégulière. Pour y arriver, il est d'abord nécessaire voire fondamental de mettre en place ce qu'il convient d'appeler la tables des bailleurs. Si un seul de retour migrant peut à lui seul capter plusieurs financements et in fine ne réaliser aucun projet structurant, c'est parce que les bailleurs n'ont pas de cadre de concertation et de coordination leur permettant de communiquer efficacement. Pour que cette table des bailleurs soit vraiment efficace et efficient, il faut au préalable un link de tous les partenaires intervenant dans le domaine de la migration au niveau de la région de KOLDA. Un comité formel regroupant les services étatiques (gouvernance, préfecture, ARD, BAOS ...), les collectivités locales et les partenaires techniques et financiers locaux pourra faciliter une bonne coordination en vue de permettre une meilleure rationalisation des financements.

Il est tout aussi nécessaire que les migrants se constituent et se formalisent en associations. Cela pourrait faciliter un meilleur ciblage à la base en vue de territorialiser les financements et permettre à un plus grand nombre de migrants de bénéficier des retombées des accompagnements techniques et financiers des services étatiques et des autres bailleurs. Ainsi, pour le conférencier avec la mise en place de ce comité, il y aura plus de financements dispersés et isolés qui ne

bénéficieront qu'à une poignée de migrants de retour mieux informés mais à tous les ayant-droits où qu'ils puissent se trouver dans le périmètre de la région de KOLDA. S'il y a un financement disponible, le partenaire en informe le comité. Ce dernier va en toute transparence se charger de définir les critères d'identification, de sélection, de mise en œuvre. En procédant ainsi, on pourra rationaliser les ressources, les redistribuer de manière équitable et efficiente. En outre, les financements seront ainsi plus équilibrés.

Pour relever ce défi, il est important d'aller vers la constitution d'une base de données régionales pour centrer toutes les données disponibles, lesquelles sont toutefois éparpillées entre le BAOS, l'OIM , WORLD VISION, LA LUMIERE, les associations de migrants... Et cela pourrait bien être facilité par l'affiliation de tous les migrants de retour dans les associations et la formalisation des associations migrants de retour telle que précédemment recommandée mais également la mise en place de ce comité de coordination présentement proposée. Pour mettre à jour et disposer de données fiables, on peut bien travailler avec les associations. On pourra alors organiser des consultations et des rencontres communautaires pour remonter les données. Mais cela nécessite un engagement populaire et une mobilisation de fonds pour financer les activités. Et cela nécessite un accompagnement de l'Etat du Sénégal et des collectivités territoriales. Avec ces activités de consultation et de mobilisation, il sera possible par la même occasion de faire le profilage des migrants de retour mieux en vue de constituer dans chaque commune un répertoire des migrants de retour pouvant à chaque fois que de besoin bien identifier les cibles pouvant bénéficier d'accompagnement.

Le conférencier a terminer par le suivi-évaluation dont les projet souffrent. Pour lui, la quasi-totalité des projets financés souffre de leur suivi et de leur évaluation. Cela tient au fait que souvent, on accorde beaucoup plus d'importance à l'élaboration, à la mobilisation des ressources et la mise en œuvre du projet qui absorbent la quasi-totalité des fonds. Du coup, le suivi-évaluation devient le maillon faible du projet. Et quand vient le moment de le faire, les ressources

financières sont presque introuvables. Et pourtant, c'est le suivi qui permet de savoir les acquis qu'il faut préserver et renforcer mais également les problèmes à régler et les limites à dépasser et manquements à corriger. Aussi, faut-il engager et impliquer les services techniques de l'Etat (agriculture, élevage, pêche, eaux et forêts, artisanat, pôle emploi...) dans la phase d'élaboration et de mise en œuvre du projet pour pouvoir espérer compter sur eux dans la dernière phase de suivi-évaluation. Sinon, toute demande de collaboration risque d'être vaine.

Ce thème sur la rationalisation des financements des projets de réintégration des migrants de retour a suscité un riche débat du côté des participants. Si certains se sont plaints de n'avoir jamais été financés d'autres comme eux sont venus vanter leurs succès de leurs projets financés ou sur fonds propres ou sur accompagnements des partenaires techniques et financiers. L'un d'eux, originaire du village de Bagadaadjì a fait prospérer son business dans le domaine de l'apiculture. Avec la modique somme de 15000 f CFA soit l'équivalent de 25 euros, ce migrant de retour s'était lancé dans cette activité avec une quinzaine de ruches de fabrication locale. Aujourd'hui il en possède une centaine et envisage d'en acquérir à nouveau bien d'autres pour satisfaire ses commandes en miel bio sans cesse croissantes. Dans ses ruches il emploie une dizaine de jeunes de sa localité. A l'Etat actuel de maturation de son projet, il n'envisage guère quitter son terroir pour tenter de migrer à l'étranger. Même passer une seule journée au niveau du chef-lieu de région, Kolda-commune lui pèse.

Venu participer à la rencontre pour offrir en exemple de réussite son projet de réintégration, il n'a pas manqué d'exhorter les bailleurs à accompagner davantage ceux qui au moins ont commencé à entreprendre et dont les réalisations sont concrètes et palpables. Ainsi, ils pourront faire des émules et servir de modèle à d'autres jeunes tout aussi ambitieux.

Fut également présenté comme exemple de réussite, le projet d'un jeune migrant revenu du Maroc. Ce dernier d'abord sur fonds et force physique propres puis

avec l'accompagnement d'un bailleur s'est d'abord investi dans l'aviculture, le maraîchage et l'embouche bovine. La réussite de son projet de réintégration lui a permis aujourd'hui d'être un producteur d'aliment de volaille et de bétail travaillant en étroite collaboration avec des producteurs locaux de céréales, des paysans koldois qui lui fournissent sa matière première et des aviculteurs et éleveurs de la région à qui il fournit des aliments de qualité aptes à assurer une croissance saine et régulière à leurs sujets . Autre succès et pas des moindres, ce jeune migrant de retour gère présentement un réseau de distribution de produits maraîchers et avicoles et dispose de restaurants où sont servis les produits issus de ses fermes. En outre, il reçoit en stage des jeunes envoyés par des GIE , associations et ONG d'ici et d'ailleurs et emploie un personnel assez étayé essentiellement composé de jeunes garçons et surtout de filles très dynamiques. Au sortir de la rencontre de KOLDA, des recommandations fortes ont été faites. Parmi les plus pertinentes on peut retenir :

- la mise à disposition du rapport alternatif au chef du Gouvernement, aux autorités et chefs de services déconcentrés de l'Etat (gouverneur, Préfet ; directeurs des ARD et à tous les BAOS du Sénégal) aux députés membres de la commission migration à l'Assemblée Nationale, aux Maires, aux OSC pour qu'ils s'approprient du riche contenu et en assure la vulgarisation ;
- la réalisation d'une tournée nationale pour aller au moins jusque dans tous les départements et certains villages pourvoyeurs de migrants ;
- l'accompagnement des migrants qui ont déjà des acquis concrets dans la mise en œuvre de leur projet de réintégration afin qu'ils puissent développer davantage leurs business afin de mettre en place des projets plus structurants pouvant employer beaucoup plus de jeunes ;
- la capacitation des jeunes avec des formations sur le leadership, l'entrepreneuriat, la gestion de projet et l'éducation financière. « *Il faut remplir la tête et laisser la tête remplir les poches* » a lancé à ce propos un participant ;

- changer de paradigme en privilégiant les migrants déjà porteurs de projet mis en œuvre ;
- le financement des projets collectifs au détriment des projets individuels ;
- l'affiliation des migrants dans des associations représentatives et formelles pour faciliter leur reclassement ;
- la constitution au niveau local de base de données fiable des migrants de retour ;
- la mise en place dans tous les départements de comités de coordination et de sélection des projets de réintégration des migrants de retour.

Enfin, les associations regroupées autour du Réseau pour une politique migratoire alternative au Sénégal se sont réunies à l'hôtel Croissant Magique de Thiès, le Samedi 7 décembre 2024. Cette rencontre devait couronner les activités de la tournée de suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal initiée par le Réseau, en partenariat avec la FONDATION ROSA LUXEMBURG et la facilitation du Cabinet BAOBAB HORIZON et du Comité Scientifique de l'élaboration du rapport alternatif. Pour rappel, cette tournée entamée depuis Aout 2024 avait permis de mener dans différentes localités du pays des activités de plaidoyer sous forme de conférences publiques suivies de discussions fortement relayés par les médias. L'objectif majeur de cette rencontre de Thiès à laquelle furent conviés les Présidents-tes des associations du Réseau était alors de faire le feed-back des différentes activités animées lors de la tournée, de mettre à jour les informations et données disponibles en vue de finaliser les discussions et de formuler des recommandations pour l'élaboration et la mise en œuvre du plan d'action de 2025.

Pour relancer les réflexions contributives et donner l'opportunité à tous les participants de mieux recentrer les enjeux migratoires de l'heure et surtout mesurer les défis présents et futurs qui attendent le Réseau, quelques thèmes du rapport ont été mis à jour et fait l'objet de présentations et de discussions.

Les échanges, relativement riches ont permis de faire des recommandations pratiques en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'action .

Cette rencontre a enregistré la participation de 31 associations du réseau et des autorités dont Madame Dieynaba DIALLO, représentante du Maire de Thiès-Ouest, les Honorables députés Alioune SENE et Coumba NDIAYE nouvellement élus pour la 15<sup>ème</sup> législature.

## **DEROULEMENT DE L'ACTIVITE**

Honneur fut fait à Monsieur Alioune FALL de prendre la parole en premier pour présenter les invités de marque venus rehausser de leur présence l'activité du jour et les remercier de leur présence très remarquée. L'occasion fut saisie pour leur demander de porter la voix du Réseau au Conseil Municipal de Thiès et à l'Assemblée Nationale pour que le document puisse être bien intégré dans les politiques municipales mais aussi et surtout dans la Politique Nationale de Migration du Sénégal. Il s'ensuit une prise de paroles des autorités où on pouvait sentir beaucoup d'engagement et d'enthousiasme.

D'abord, Madame Dieynaba DIALLO, représentante de Mamadou DJITTE, Maire de la commune de Thiès Ouest s'est réjouie de la tenue de cette grande activité dans sa ville et a remercié le Réseau de l'invitation particulière adressée à l'édile de la commune. Elle a salué la présence des Honorables députés avant de souhaiter la bienvenue à l'ensemble des participants.

Prenant la parole au nom du réseau, M Modou GUEYE après les salutations d'usage a d'abord remercié les membres du réseau pour leur forte mobilisation et surtout le travail remarquable abattu au quotidien sur le terrain et dans le groupe WhatsApp pour le triomphe d'une migration régulière et respectueuse des droits libertés. Il a ensuite remercié les autorités présentes, qui malgré leur calendrier chargé surtout en cette période de mise en place des commissions de l'Assemblée Nationale ont tenu à honorer leur engagement en répondant présents à l'invitation de Réseau. Pour terminer, il leur a demandé

d'être le porte- étandard du réseau pour une politique migratoire du Sénégal souveraine intégrant efficacement les réflexions contributives de tous les acteurs à la base.

C'est dans cette dynamique que se sont inscrits les Honorables députés Alioune SENE et Coumba NDIAYE. Ces derniers ont pris la parole pour remercier le Réseau et la Fondation Rosa LUXEMBURG de les avoir inviter à cette belle rencontre qui montre l'importance que confèrent les associations à cette lancinante question de la politique migratoire au Sénégal. Ils ont en outre magnifié les actions menées dans ce sens et se sont engagés à accompagner le réseau dans ce combat. Et l'Honorable Aliou SENE de préciser qu'il y a toutefois du chemin à faire même si par ailleurs des espoirs de solutions pointent en rapport avec la migration circulaire. Cependant celle-ci gagnerait à être bien gérée, mieux à être bien gouvernée pour plus d'efficience.

Retenant à nouveau la parole, M Alioune FALL, après avoir salué l'engagement des élus a tenu à rassurer l'assistance de la disponible de ces représentants du peuple et demandé à M. SÈNE de faciliter une rencontre avec la commission Migration de l'Assemblée et si possible avec le Premier Ministre pour que le Réseau puisse faire son plaidoyer au plus haut sommet.

Il s'en est suivi une remise symbolique du document intitulé REFLEXIONS CONTRIBUTIVES : QUELLE POLITIQUE MIGRATOIRE POUR LE SENEGAL ? Rappelons que ce rapport alternatif est le fruit de résultats d'enquêtes menées à travers le Sénégal et dans la diaspora auprès des populations mais aussi et surtout des acteurs de la migration et des Organisations de la Société Civile. Ces réflexions contributives venant principalement des acteurs ont été analysées puis restituées de manière scientifique par d'éminents universitaires et personnalités de la société civile choisies pour leur maîtrise de la question migratoire.

Que de qualité !

La pause-café observée, les présentations des thèmes pouvaient commencer.

## **PRÉSENTATION DES THÈMES DU JOUR**

**Thème 1 : Féminisation et juvénilisation de la migration au Sénégal,**

*Par Aminata THIAM, présidente FEMIDEC/ Louga (Femme, Enfant, Migration et Développement Communautaire*

Après avoir remercié la Fondation et le Réseau pour le choix porté sur sa modeste personne, la Présidente de FEMIDEC/Louga a axé son speech d'abord sur les raisons de l'amplification des départs des femmes et des jeunes notamment dans la région de Louga, ensuite les conséquences qui en résultent et enfin les solutions envisageables pour y remédier.

Pour elle, la raison première de l'émigration des femmes de sa localité était principalement le regroupement familial. Louga est une région de migration. On en disconvoit plus. Et les femmes dans la plupart des cas de départ rejoignaient leurs époux qui restaient des années sans revenir au pays voir leurs familles. Dans d'autres cas, c'était pour faire bénéficier à leurs enfants des avantages sociaux qu'offraient les pays nantis. Pour les jeunes, les études résident la raison première des départs vers l'étranger. En effet, beaucoup partent à la suite du baccalauréat pour entamer leur cursus universitaire. Toutefois, dans ce lot de migrants ndiambour-ndiambours on pouvait aussi retrouver de nombreux jeunes paysans que la sécheresse des années 1970 avait jeté sur les chemins de l'exode rural vers Dakar , la capitale du Sénégal puis vers les capitales africaines avant de rallier

des pays d'Europe notamment la France, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Belgique...

Pour beaucoup de femmes, aller à l'étranger est plein d'opportunités. Dans une société en mutation où l'argent confère un statut valorisant aussi bien pour le rang social que les sphères de décisions familiales migrer vers des espaces plus nantis peut bien être profitable. D'autres estiment que les pays d'accueil disposent de systèmes et de législations qui confèrent plus de droits et de liberté à la femme. En plus, un meilleur traitement leur y est accordé. Ce qui est tout le contraire dans beaucoup de pays africains notamment le Sénégal. Pour ces raisons, les femmes ne voudraient pour rien au monde rater l'occasion de rallier l'Europe pour s'émanciper des contraintes familiales et des pesanteurs socio-culturelles qui dans un Ndiambour encore conservateur les relèguent encore au second rang. Depuis quelques décennies, les possibilités de migration des femmes pour raisons de regroupement familiales s'amenuisent avec la mise en place de mesures de plus en plus restrictives de la part des pays de l'UE. Cette situation les pousse à tenter de migrer de manière irrégulière.

Toutefois, cette tentative désespérée des femmes de rallier les côtes européennes comportent beaucoup trop de risques. Compte tenu de leur vulnérabilité, elles sont pour la plupart victimes de chantage, d'abus sexuels avant leur embarcation. Une fois sur les terres d'accueil et sans papiers, elles sont obligées de se prostituer ou de se livrer à des pratiques illégales pour subvenir à leurs besoins et aux besoins de leurs familles qui exigent beaucoup d'elles.

Hormis ces raisons évoquées, vient s'ajouter la pauvreté qui a amplifié les intentions de départ des jeunes. Cette région, frontalière des régions Nord proches de la Mauritanie est menacée par le phénomène de la désertification qui appauvrit les sols rendant les productions de plus en plus insuffisantes et aléatoires. Ainsi, connue comme une des zones du bassin arachidier, la région de Louga connaît une baisse progressive des productions agricoles et animales . Et en l'absence

d'alternatives comme des industries ou une activité économique florissante en dehors du commerce, le phénomène du Modou-Modou s'amplifie et touche beaucoup plus les jeunes garçons. Le chômage et le regard pesant de la société viennent intensifier la ferme volonté des jeunes de quitter la localité à la recherche d'endroits plus prometteurs. Il y va de leur reconnaissance et de leur ascension sociale.

Il est aussi noté que beaucoup de jeunes conducteurs de moto-Jakarta assurent leur frais d'émigration grâce à des tontines auxquelles ils souscrivent aux prix de lourds sacrifices car prélevant leurs cotisations de leurs maigres gains quotidiens. Outre la précarité, le chômage endémique et la pauvreté, cette volonté des jeunes de s'expatrier s'explique également par la fascination qu'exercent sur eux leurs camarades émigrés. En effet, les migrants en congé ou en vacance après quelques années suscitent l'envi du voyage. Vus sous de belles coupes, Ils exposent leurs avoirs à travers la construction de belles villas et la conduite de belles voitures. Aussi, organisent-ils leurs cérémonies familiales (mariage, baptême et même funérailles) avec faste. Ces images qui exposent de manière ostentatoire une « richesse », fruit de leur séjour à l'étranger suscitent ou accentuent le désir de partir chez beaucoup de jeunes. Ces derniers n'éprouvent dès lors plus aucune envie de rester au pays.

La conférencière pense que cette situation et les drames qu'elle engendre peuvent toutefois être jugulés en offrant des alternatives crédibles à ces forces vives qui ne demandent qu'à travailler pour gagner dignement leurs vies. Pour elle, les jeunes ont besoin de formations dans les secteurs porteurs. A la fin de leur formation, ces jeunes appelés à entreprendre doivent également bénéficier de financement, de suivi et d'encadrement pour assurer des projets réellement structurants gage de leur « *tokk fii tékki fi* ».

Faire en sorte que le programme de la migration circulaire bénéficie de manière équitable aux jeunes et inviter les parents à leur faire prendre conscience des risques sur leurs vies et les drames familiaux que leur perte pourrait engendrer

pourraient également contribuer de manière significative à faire baisser ce phénomène dramatique.

Dans cette lutte contre l’émigration irrégulière qui se féminise chaque jour un peu plus, les femmes ne doivent –elles pas être bien prises en compte dans les programmes et politiques migratoires ?

C'est ainsi qu'en plus des besoins en formation, en financement, en suivi et en accompagnement, ces dernières ont également à l'instar des hommes besoin d'accéder à la terre pour produire , se nourrir et surtout vendre pour avoir des revenus leur permettant de se prendre en charge. Cet accès à la terre pourrait ainsi faciliter leur autonomie surtout en milieu rural.

### ***INTERVENTIONS DES PARTICIPANTS***

A la suite de cette présentation, des interventions pertinentes ont été relevées.

Il a été noté que les femmes qui choisissent de migrer de manière irrégulière n'ont généralement pas la bonne information. Elles pensent innocemment qu'une fois en Europe, elles et leurs enfants notamment bébés ou mineurs seront bien accueillis, bien pris en charge et bien traités. Mieux, migrer irrégulièrement avec son enfant garantirait plus facilement l'obtention du permis de séjour et donc une intégration plus facile gage d'emploi, de stabilité et de sécurité. Cette conception et ces attentes ne sont pas tout à fait erronées. Mais ce qu'il faut en outre savoir et beaucoup ne s'y attendent et ne l'apprennent qu'à leurs dépens est qu'une fois sur place, la garde des enfants peut leur être retirée. Alors, on peut imaginer, la déception et la détresse de la maman souvent maintenue dans des camps de rétention et séparée de son enfant en attendant que leur cas soit étudié et leur situation scellée. De même, les prostituées qui commettent l'imprudence de

tomber enceinte, dès qu'elles accouchent seront séparées de leurs enfants sans aucun traitement de faveur.

D'autres intervenants mettant davantage le focus sur les facteurs de ce phénomène ont souligné une cause à laquelle l'on ne prête pas toujours attention et qui pourtant, progressivement se présente voir s'impose comme un facteur dominant dans la ferme volonté d'émigration des jeunes et des femmes. Il s'agit notamment de l'influence négative des réseaux sociaux. Certes, cet outil de communication a beaucoup révolutionné les relations sociales et permis un meilleur partage et une meilleure connaissance des cultures et des modes de vie surtout occidentaux à travers le monde. Ceci a beaucoup contribué aux échanges entre les terriens. Toutefois, les réseaux sociaux corrompent, pervertissent la plupart des jeunes qui sans filtre croient et consomment tout ce qui leur est servi. Par les réseaux sociaux comme Facebook, whatshApp, snapchatt , instagram et bien d'autres dont ils ont le secret et la maitrise , les jeunes émigrés véhiculent des images souvent fausses de leur existence au quotidien pour se présenter sous de faux jours aux yeux de leurs amis-es laissés-es au pays. Ces images qui exposent une aisance et un bien -être apparents constituent un fort attrait pour ces jeunes qui croupissent dans la pauvreté ou dont les bas salaires et les faibles revenus glanés dans le secteur informel ne garantissent une vie digne et décente.

Une autre intervenante de faire remarquer que les femmes sont aujourd'hui tentées de migrer quand elles ne trouvent plus les moyens de régler leurs besoins personnels et de faire face à leurs nouvelles responsabilités . Cela tient au fait qu'avec les mutations en cours au sein des familles sénégalaises, ils sont de plus en plus nombreux les hommes qui, du fait de la conjoncture économique et sociale difficile fuient leurs responsabilités dans la prise en charge des besoins familiaux. S'y ajoute, beaucoup d'hommes ne veulent plus épouser une femme qui n'a pas d'assise financière pour au moins prendre ses propres besoins. Cette nouvelle situation liée aux mutations sociales en cours pousse les femmes à vouloir trouver du travail pour au moins prendre en charge leurs besoins et éventuellement ceux

de leurs familles. Mieux, si l'opportunité d'émigrer se présente, même de manière irrégulière, elles n'hésiteront un seul instant.

## Thème 2 : Responsabilités des parents, des jeunes migrants et des pays de l'Union Européenne dans l'amplification du phénomène du Barça ou Barsax

*Par Mor NIANG, président de Cadre de Réflexion sur les Dynamiques religieuses et Socioculturelles, Tivaouane*

A l'entame de son propos, Monsieur NIANG a salué l'initiative du Réseau de réunir ses membres pour finaliser le travail fait lors des tournées. Pour bien traiter ce thème d'une brulante actualité, le conférencier s'est posé quatre questions majeures. Quelle conception socio-culturelle a-t-on de la réussite au Sénégal ? Quels sont les facteurs à l'origine de l'émigration irrégulière des sénégalais ? Quelles sont les responsabilités des candidats au départ irrégulier, de leurs parents et des pays de l'UE dans l'amplification de ce phénomène ? Quelles peuvent être les solutions à ce mal récurrent ?

Pour le commun des sénégalais, réussir consiste à trouver disposer d'un certain pouvoir d'influence et de décision et surtout à mener une activité suffisamment génératrice de revenus pour bien prendre en charge ses parents avant de réaliser ses propres projets comme fonder un foyer, construire une maison, disposer de voitures mais également faire montre de largesse à l'égard de sa communauté . Faire face à toutes ces charges sociales et familiales suppose bien évidemment une mobilisation bien conséquente de richesses financières et demande un bon réseau d'entregents. Cette quête permanente de réussite est d'autant plus difficile et pesante pour le jeune sollicitant la reconnaissance et la bénédiction de ses parents que les opportunités sont limitées dans un pays pauvre comme le Sénégal. Et parfois beaucoup de personnes notamment les jeunes sous l'effet de la pression sociale notamment des parents et le regard inquisiteur des voisins sont contraints de s'adonner à des pratiques répréhensibles ou de tenter de réussir des aventures quasi-périlleuses comme celle de la migration irrégulière vers l'Europe via l'océan Atlantique ou le désert du Sahara. Outre la pauvreté, les

fausses images véhiculées par les jeunes via les réseaux sociaux contribuent également pour beaucoup à cette volonté de jeunes qui sans aucun esprit critique ou de discernement prennent pour vraies les fausses apparences distillées par les belles images envoyées par leurs « anciens compagnons de galère ».

Ha ces selfies !

Le conférencier pointera également du doigt la responsabilité de certains jeunes qui abandonnent leurs activités pourtant parfois bien rémunérées pour embarquer dans les pirogues de fortune afin de rallier l'Espagne. Parmi ces jeunes avec un emploi et des revenus stables, certains peuvent mobiliser et dépenser jusqu'à 6 000 000 f CFA pour financer « le chemin du Nicaragua » pouvant les mener aux USA. Ces fonds ne pouvaient –ils pas continuer d'être fructifier par des investissements structurants et vraiment rentables pour donner du travail à d'autres jeunes ?

Au présentateur d'ajouter que si le phénomène a aujourd'hui pris une tournure aussi dramatique, certes, il y a la responsabilité des jeunes mais on peut également l'imputer à certains parents. Cupides et irresponsables, ils n'hésitent pas à indexer leurs enfants comme coupables de leur galère et du coup à leur jeter l'opprobre et à les exposer à toutes formes d'ignominie . Les diatribes sont encore plus féroces et dégradantes si c'est le fils ou la fille de la même tranche d'âge de la coépouse ou de la voisine qui réussit et couvre ses parents de tous les bienfaits. Il est alors très fréquent d'entendre certains parents rongés par l'amertume de voir leurs enfants tarder à réussir de les qualifier d'incapables et d'irresponsables. Dans leurs lamentations, reviennent très souvent ces complaintes : « *pourquoi je ne mériterais pas ce que les autres mères ont de leurs fils alors que moi j'ai tout enduré dans mon ménage rien que pour votre réussite. A présent, c'est comme si je n'avais pas d'enfants. Mourrez tous ! Fils maudits !* ». Ils y a de ces langues qui vous transpercent le cœur et vous laissent sans voix. Si vous n'êtes vraiment pas patient et endurant, vous risquer de commettre l'irréparable. Malheureusement c'est ce drame familiale qu'ils vivent au quotidien

qui pousse beaucoup de jeunes qui après avoir tout tenté pour se procurer un emploi ou un visa régulier en vain finissent par se jeter éperdument sur la voie de l'émigration irrégulière vers l'Europe et de plus en plus vers les USA via le Nicaragua et le Mexique. Que ce dernier chemin est encore plus long, plus coûteux et plus périlleux !

Sans se soucier du ratio départ/arrivée/ réussite qui ne reflète pas une réussite garantie une fois de l'autre côté, les jeunes bravent tous les risques pour arriver à destination. Il convient donc de retenir dans cet aspect que les jeunes sont tentés par ce voyage au péril de leurs vies car ils ne trouvent le salut que dans cette voie très souvent périlleuse.

Un autre aspect et pas des moindre est également identifier par le conférencier comme étant une facteur conditionnant grandement la migration irrégulière des jeunes. Il s'agit notamment de la responsabilité des pays de l'UE. En effet voyager est un droit universel reconnu et prescrit par les conventions des droits de l'homme mais également par la Constitution sénégalaise notamment en son Article 14. Tout citoyen qui veut migrer ne doit en être privé s'il remplit les règles et critères définis.

Mais en Afrique et particulièrement au Sénégal, l'obtention du visa n'est pas chose aisée. Les fastidieuses démarches administratives entreprises pour se procurer un passeport, les lenteurs endurées pour avoir un rendez-vous à l'ambassade, les sommes d'argent mobilisées pour payer les frais de dossier et garantir sa solvabilité quant aux billets d'avion, les frais de scolarité et éventuellement les frais d'hôtel et de séjour ne garantissent nullement l'obtention du « sésame ». Et ce qui est aberrant, inélégant et irrespectueux, l'ambassade en question ne vous notifie même pas le motif du rejet de votre demande de visa. Cette situation ne fait que développer une frustration qui pousse beaucoup de jeunes à emprunter la voie irrégulière. Et comme si cette humiliation ou ce traitement dégradant ne suffisait pas, les pays de l'UE en sont arrivés à piétiner

la souveraineté de certains Etats identifiés comme zones de départ et de transit pour leur imposer la délocalisation de leurs frontières.

La mise en place de FRONTEX, ce partenariat de lutte contre l'émigration clandestine constitue une violation grave du droit et de la liberté que les citoyens africains notamment sénégalais ont de voyager au-delà de leurs frontières. Cette violation du droit faite par l'UE avec la complicité de certains Etats frileux, cupides et insouciant de leur souveraineté a beaucoup contribué au drame de l'émigration irrégulière accentue la responsabilité des pays de l'union européenne. En résumé, pour sécuriser leurs frontières et barrer la route aux migrants notamment en provenance de l'Afrique sub-saharienne, les pays de l'UE par le truchement de l'Espagne membre très impacté par l'immigration ont signé avec les pays de départ et de transit un partenariat leur permettant d'envoyer des agents de liaisons, de la logistique et des fonds pour enrayer toute tentative de départ d'embarcation à partir des côtes sénégalaises voire africaines. Le candidat est ainsi considéré comme migrant si son intention est dévoilée même dans son propre territoire.

Quelle aberration !

Dans le chapitre des solutions, la sensibilisation doit être toujours être mise en avant. Et pour la réussir, la campagne de sensibilisation doit être poursuivie. Toutefois , elle doit être plus large pour toucher tout le pays aussi bien les zones côtières que les régions de « l'hinterland », aussi bien les villes que les campagnes les plus reculées ; plus inclusive pour ne laisser en rade aucune frange de la population notamment les acteurs de la population et les OSC et plus intense avec une « invasion médiatique » de tous les supports notamment des réseaux sociaux en particulier plus fréquentés et exploités par les jeunes.

Au conférencier de saluer sur ce point le travail remarquable de sensibilisation et de plaider que les associations du réseau ne cessent d'abattre sur le terrain, dans les médias classiques et dans les réseaux sociaux avec le soutien de la Fondation ROSA LUXEMBURG.

## **Salve d'applaudissements dans la salle !**

Dans cette campagne de sensibilisation, un message clair doit d'abord être adressé aux parents. Ces derniers qui ont aujourd'hui tendance à démissionner de l'éducation de leurs enfants doivent à nouveau reprendre cet aspect essentiel et fondamental de l'éducation en main pour leur inculquer des valeurs positives repensant la notion de réussite. Celle si ne doit pas aller jusqu'à hypothéquer sa vie rien que pour faire honneur à ses parents. A ces derniers de demander aussi de faire moins de pression sur leurs enfants car se réveiller et voir ses enfants dans l'espoir de les voir réussir pour soulager tes peines vaut beaucoup mieux que de porter sur sa conscience le fait d'avoir poussé son enfant au « suicide » ou d'en avoir fait un être éternellement traumatisé pour ne pas dire un psychologiquement détraqué suite à une traversée ratée en mer ou un rapatriement forcé dans des conditions psychologiquement éprouvante. En résumé, les parents doivent davantage éduquer leurs enfants et leur offrir des exemples de réussites d'ici et d'ailleurs pour que ces enfants une fois mature puissent se dire que le *took fii tékki fii (rester et réussir)* est bien possible comme du reste le *touki tékki( migrer et réussir)*. Aussi doivent-ils leur faire comprendre que rien ne vaut la vie et que les aspects matériels ne doivent nullement primer sur la vie humaine.

En plus, les gouvernants doivent penser mettre en place des politiques économiques et sociales inclusives, créer des emplois et réduire le chômage et la pauvreté. En outre le conférencier pense que la migration circulaire peut être un début de solution mais à condition qu'elle soit bien conduite, bien encadrée et dépouillée de tout népotisme et de clientélisme politique.

Qui plus est, l'Etat doit rompre d'avec la gestion de la migration pour aller vers la gouvernance de la migration. Cela nécessite entre autre , la mise en place de stratégies visant à réduire les départs irréguliers par l'échange de visas et l'allègement et l'assouplissement des conditions d'obtention du visa .

## ***INTERVENTIONS DES PARTICIPANTS***

Les participants ont accentué leurs interventions sur les facteurs, les problèmes et les solutions. Pour certains, les parents doivent cesser de mobiliser l'argent de leurs tontines et de leurs rentes agricoles, pastorales et halieutiques et parfois même l'argent issu de l'hypothèque de leur maison pour financer le départ de leurs enfants.

Appliquer la réciprocité des visas entre le Sénégal et les pays de l'UE pourrait être une réplique cinglante à cette volonté des européens de se barricader et (interdire l'entrée à leurs pays des milliers d'africains. Ceci est d'autant plus aberrant et gênant qu'au même moment, ils continuent de recevoir à bras ouverts des milliers de migrants en provenance d'Europe de l'Est et du Centre.

Respecter la dignité des africains dans les traitements des migrants à leur arrivée et lors de leur rapatriement forcé a également été une exigence des panelistes. En outre il a été demandé d'organiser des concertations nationales pour enrayer le fléau de l'émigration irrégulière.

Pour terminer, il a été demandé de décomplexer les esprits de la plupart des populations africaines qui continuent de penser que poser les pieds en Europe garantit la réussite alors que beaucoup de gens vivent là-bas dans la précarité et n'ont même plus la possibilité ni de vivre décemment encore moins de rentrer chez eux.

### Thème 3 : Migration circulaire « NAWETAAN »

*Par Cheikhou MANE, président de l'ASMC (Association Sénégalaise pour la Migration Circulaire)*

Qu'est- ce que la migration circulaire ? Telle est la question soulevée par le conférencier pour capter l'attention des participants et susciter davantage leur intérêt pour cet aspect de la migration pas du tout encore bien cerné par les acteurs et les pouvoirs publics. Le speech bien lancé, alors au présentateur de définir les contours de la migration circulaire, ensuite de présenter ses opportunités, puis de soulever les problèmes qu'elle pose avant d'esquisser enfin des perspectives prometteuses pour solutionner en partie l'épineuse question de la migration

irrégulière au Sénégal. Le concept de migration circulaire n'est pas tellement connu de beaucoup de monde. De prime abord, le présentateur a défini la migration circulaire comme une forme de mobilité saisonnière qui consiste à permettre à des sénégalais, d'aller travailler à l'étranger pour une durée bien déterminée suite à un accord conclu entre le pays partenaire et l'Etat du Sénégal par le truchement de la direction des sénégalais de l'extérieur rattachée au Ministère des Affaires Etrangères. Et cette forme de migration saisonnière permet aux travailleurs migrants sélectionnés de faire des navettes pendulaires ou des « aller-retour » selon les besoins de main d'œuvre en Europe. Pour le cas de l'Espagne pays avec lequel le Sénégal entretient un partenariat étroit et fécond en la matière, cette mobilité saisonnière est surtout rythmée par le calendrier cultural et couvre notamment la période des récoltes et des cueillettes. Pour le conférencier, cette formule est la plus adéquate pour régler le problème de la migration irrégulière. Pour lui, le besoin de main d'œuvre est bien réel en Europe notamment dans les champs, les fabriques et bien d'autres domaines. Avec cet « attrait du vide » la migration circulaire qui offre l'avantage d'être régulière et bien contrôlée a de beaux jours à prolonger si ce n'est à pérenniser. Revenant sur l'historique de cet aspect positif de la migration, il a rappelé que ce mode de partenariat « *win/win* » en matière de mobilité humaine entre le Sénégal et l'Espagne a été relancé en 2019. Et qu'en cette même année, sur un total d'environ 8000 candidats à la migration saisonnière, seulement 48 ont été retenus pour effectuer le voyage. Finalement ils ne seront que 47 à rallier l'Espagne car, l'un des sélectionné aurait tenté par le passé un voyage irrégulier et pour avoir enfreint la loi il sera interdit de franchir les frontières espagnoles.

Que d'espoirs déçus pour ce jeune dont le rêve en passe de devenir réalité vient de s'envoler !

A la fin du contrat saisonnier, quand vint le moment de rentrer au bercail, 29 des contractuels se volatilisèrent dans la nature violent ainsi leurs engagements. Ils furent alors seulement 18 à fouler à nouveau le sol sénégalais.

Et pour avoir donné satisfaction et tenu leurs promesses, ces vaillants migrants de retour eurent le mérite de faire renouveler le programme dans leur intérêt mais également dans l'intérêt de bien d'autres jeunes Sénégalais qui aspiraient à l'émigration régulière. Ce respect de la parole donnée leur fut profitable car tous verront leur contrat renouvelé. Aussi ont-ils mis leur petite expérience à profit pour faire des propositions intéressantes aux autorités compétentes espagnoles et sénégalaises. En effet, il leur sera recommandé d'impliquer davantage les Bureaux d'Assistance et d'Orientation au Sénégal (BAOS) présents dans les 14 régions. Cette nouvelle approche pourrait permettre d'asseoir davantage le programme dans tout le pays afin d'en faire bénéficier les jeunes où qu'ils puissent se trouver et de manière équitable. Cela pourrait sans nul doute contribuer à faire baisser de manière sensible l'émigration irrégulière.

Malheureusement les engagements pris dans ce sens n'ont pas produit les effets escomptés au grand dam des couches défavorisées. Du coup, la migration « illégale » ne cesse de s'amplifier au Sénégal.

En effet, les BOAS n'ont pas réellement joué leur partition pour la transparence et l'équité. A leur niveau, le traitement des dossiers ne semble obéir à aucune règle de transparence encore moins d'équité. Sinon comment comprendre que les entretiens se fassent à un lieu nullement précisé et que l'on annonce le dépôt des candidatures le vendredi et la date de clôture deux jours plus tard ? Quand on sait qu'entre le Vendredi et le Lundi il y a bien le weekend end, qu'on nous dise comment les candidats pourront bien déposer ? La réalité est que les dés étaient pipés d'avance pour que les places reviennent à leur clientèle politique ou aux membres de leur famille. Pire le temps finira par révéler que certaines places ont même été vendues à des tiers qui n'avaient même pas candidaté. Cette magouille s'est faite au grand dam des ayant-droits issus des couches défavorisées. Les espoirs déçus, la migration illégale s'amplifia à nouveau au « pays de la térange ».

Corruption !

## Népotisme !

Le mal est profond. Les responsables semblent n'avoir toujours pas conscience des enjeux de la question migratoire. Et pourtant, géré de manière responsable la migration circulaire peut beaucoup aider au règlement de « l'émigration illégale ».

Les problèmes ne manquent pas également au niveau des zones d'accueil. Pour preuve, il est dit dans les contrats que le migrant saisonnier ne peut faire plus de 45 heures par semaine. Sur le terrain, la réalité est parfois tout autre car on peut très souvent travailler plus que le nombre d'heures requises. Et si un contractuel venait à le souligner ou s'en limiter aux nombre d'heures indiquées, cela pourrait lui coûter son poste et entraîner une rupture abusive du contrat. Ce qui serait arbitraire.

L'autre aspect lié au non-respect des clauses du contrat réside dans la durée du séjour des migrants circulaires qui est de 3 à 9 mois sur le sol d'accueil. Il arrive toutefois que les employeurs veuillent les faire rentrer après un seul mois de travail. Et dans ce cas, avec la coupure des 500 euros sur le salaire mensuel, le travailleur risque de rentrer les poches presque vides. Ce qui risque de poser problème. S'y ajoute que la prise en charge dans l'évacuation en cas de maladie n'est pas toujours garantie.

Que dire du manque d'assistance des autorités consulaires sénégalaises en Espagne ? Ces derniers brillent très souvent par leur absence et si elles venaient à se présenter elles sont très complaisantes avec les employeurs espagnols. Et pourtant, elles sont sensées défendre les intérêts de leurs concitoyens sénégalais sur place

Au chapitre des perspectives, le conférencier a demandé l'appui du Réseau pour mener à bien le combat auprès des autorités pour l'équité et la transparence dans la sélection des dossiers mais également un juste équilibre dans les quotas attribués aux structures et acteurs intéressés. Aussi, faudrait-il continuer à négocier avec les partenaires notamment espagnols pour que les contrats soient

nettement revus à la hausse pour atteindre des milliers. Ce n'est qu'à partir de cette augmentation substantielle que la migration circulaire pourra contribuer voire constituer une alternative crédible à la migration irrégulière des jeunes sénégalais. Et cela est bien possible d'autant qu'un pays comme le Maroc est en passe de bien réussir ce pari. En outre, il plaide pour l'élargissement des contrats à des domaines d'activités autres que l'agriculture pour donner des chances égales aux jeunes s'activant dans les autres secteurs. Rappelons qu'au titre de l'année 2024, seulement 250 contrats ont été exécutés entre le Sénégal et l'Espagne et ce fut notamment dans le domaine agricole.

Ces contrats comportent bien des avantages pour les candidats sélectionnés. Outre le fait de voyager de manière régulière, de disposer d'un titre de séjour et d'un permis de travail et à moindres frais, on peut ajouter :

- la possibilité de travailler de façon illimitée si le migrant circulaire respecte et remplit les clauses de ses premiers contrats ;
- la possibilité pour le migrant circulaire de percevoir ultérieurement sa pension de retraite au Sénégal ;
- la possibilité de démultiplier leur nouvelle expérience agricole pour relancer l'agriculture sénégalaise et contribuer à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire

Le conférencier n'a pas manqué de constater pour s'en désoler que ces migrants, en dépit de leur riche expérience capitalisée dans les champs et vergers espagnols, une fois de retour pour investir et démultiplier leurs compétences rencontrent souvent des difficultés dont les plus pesantes sont l'accès à la terre et l'accompagnement dans leur projet de réintégration socio-économique. Et pourtant, soutenus, financés et accompagnés, ils peuvent bien être des capitaines d'agriculture et d'industries et donner ainsi du travail aux nombreux jeunes en quête d'emplois bien rémunérés.

#### ***INTERVENTIONS DES PARTICIPANTS***

A la suite de l'exposé, les interventions ont été très nombreuses ce qui a témoigné de l'importance et de l'intérêt du thème.

Récemment avec l'Espagne, on aurait entendu que près de 20.000 candidats sont visés pour l'enrôlement dans la migration circulaire. Si cette information se confirmait, il serait salutaire pour notre pays. Toutefois, des inquiétudes ont été émises sur le mode de recrutement et surtout la pérennité du projet. Cette dernière inquiétude est d'autant plus fondée que la pratique démontre que la majeure partie des migrants circulaires se volatilisent dans la nature dès qu'ils posent les pieds sur le sol étranger. Pour d'autres, ils refusent de rentrer au bercail une fois que la durée du contrat arrive à expiration. Cette possibilité de violation des clauses du contrat qui peut bien se reproduire pour cette nouvelle opportunité hypothèque dangereusement ce partenariat en perspective.

Il est indiqué que si le candidat respecte ses trois premiers contrats, il peut bénéficier de la carte de séjour dès la signature de son 4eme. Ce sésame que peinent à obtenir bien des migrants pourtant établis depuis longtemps lui offrira bien des avantages.

Autre aspect souligné, c'est l'éventualité d'un « remake » de conflit de compétence et d'intérêt entre la Direction de l'emploi et le Ministère des Sénégalais de l'Extérieur quant à la gestion du programme. Cette inquiétude est d'autant plus fondée que le nombre aussi conséquent ainsi avancé ( 20000 contrats de travail mais pas encore confirmés par les autorités) peut aiguiser beaucoup d'appétit pour des gestionnaires parfois véreux, cupides et enclins aux népotisme. La corruption et le recrutement clientéliste des recrutements précédents ont fini de jeter le discrédit sur la crédibilité, l'équité des recrutement à venir. Du moins, c'est le sentiment le plus partagé au sein des OSC (Organisation de la Société Civile) et autres associations actrices de la migration.

Que d'opacités !

Vivement que de telles craintes ne se produisent !

A la question de savoir mais à combien s'élèvent les frais du voyage pour le migrant circulaire ? Le conférencier répondra à la surprise générale que durant tout le processus, c'est- à -dire du dépôt de candidature à l'arrivée en Espagne en passant par la sélection et l'enrôlement, le migrant ne débourse un seul franc.

Toutefois, ses frais de dossiers et tickets de voyage seront défalqués plus tard lors des versements de ses premiers salaires. Cela constitue bien des facilitations.

Le conférencier a de manière très utile informé sur les critères de sélection. Pour lui, le candidat doit avoir le savoir-faire dans le domaine de l'agriculture, ne pas être une personne en situation de handicap physique, ne pas avoir été sur le sol européen par la voie irrégulière...

La principale recommandation a été qu'un plaidoyer soit fait auprès des autorités pour qu'un quota soit attribué au réseau pour une politique migratoire alternative au Sénégal, réseau qui regroupe pour la plupart des migrants de retour et des jeunes et femmes partisans d'une migration régulière et respectueuse des droits de l'Homme. Ces derniers, conscients des enjeux et des nouvelles opportunités pourront sans doute contribuer de manière déterminante à la réussite de ce nouveau challenge que l'on voudrait « *win /win* » mais également capable de juguler la migration irrégulière au Sénégal

Thème 4 : Femmes de Modou-Modou entre lourdes responsabilités familiales et difficile cohabitation avec la belle-famille

*Par Fatou DIEYE, Présidente de l'AJJ (Association Jammi Jaboot) de Bambey*

Après les salutations et remerciements d'usage, la présentatrice a embrayé sur les lourdes responsabilités des femmes de migrants et leur difficile cohabitation avec leur belle-famille. La femme de modou-modou est en effet écartelée au quotidien entre ses lourdes responsabilités pour gérer sa famille biologique et la difficile cohabitation avec sa belle-famille. En l'absence du mari, la responsabilité de la femme sur sa famille est entièrement engagée. Chose

difficile quand on sait que dans les réalités socio-culturelles sénégalaises, cette responsabilité incombe à l'homme. Et en son absence, la femme est obligée de prendre le relais et de s'assumer pleinement pour assurer une bonne éducation à ses enfants. Ceci est d'autant plus difficiles que très souvent les enfants d'émigrés, tentés par le désir de rejoindre leurs parents établis à l'étranger ne font plus d'effort dans leurs études et très souvent adoptent de mauvais comportements pensant ainsi pouvoir mettre leurs parents sous pression pour les pousser à les faire migrer. Et pendant tout ce temps, la mère est tenaillée entre l'espoir de voir ses enfants adopter les bons comportements et avoir la bonne éducation qui feront d'eux des exemples de réussite et la peur de constater l'échec de ses enfants ce qui aux yeux du mari et de la société serait imputable à ses négligences ou son manque de poigne. En cas de réussite, les louanges ne manqueront. Et ce sera là tout le sens du « *liguèyou ndèye agnoum doom* » (l'exemplarité de la mère explique la réussite de son enfant). Mais en cas d'échec dans l'éducation et la prise en charge des enfants, la sanction sociale est implacable d'où le « *ndeye dja doom dja* » (telle mère telle fille). Ainsi, la responsabilité de la femme de modou-modou est entièrement engagée ou dans la réussite ou dans l'échec de ses enfants. A cette angoisse que vivent au quotidien les femmes d'émigrés s'ajoute une autre pesanteur socio-culturelle tout aussi difficile à vivre. Il s'agit notamment de la difficile cohabitation avec leurs belles-familles. Les divergences trouvent souvent leurs fondements dans les conditions du départ de l'émigré. En effet, il est très fréquent de voir un jeune émigrer grâce aux contributions et sacrifices de toute une famille. Les efforts consentis n'ont pour objectif majeur que de sortir de la précarité et de la pauvreté en aidant un membre de la famille à émigrer. Le projet de voyage ayant abouti et le succès de l'émigré étant au rendez-vous, tous les membres de la famille notamment la mère se sent investie de tous les droits sur son enfant mais également sa femme. Ainsi, comme l'émigré sa femme se trouve également redevable à la famille bienfaitrice sans laquelle sans doute le mariage n'aurait pas lieu.

C'est ainsi que la femme du migrant, restée aux cotés de la belle famille est confrontée à une situation très complexe. La famille attend beaucoup d'elle. De coutume dans nos sociétés, les mariées offrent des cadeaux aux belles familles (belle-sœur et belle-mère) et ces dernières jugent que c'est normal que leur belle-sœur en fasse autant parce que la réussite de son mari est grandement liée à leurs énormes sacrifices. Donc si l'époux gagne sa vie à la suite d'un voyage payé par la famille, cette dernière attend en retour des priviléges induits. A ces largesses attendues s'ajoutent les tâches domestiques qui lui sont imposées. Cette situation rend la cohabitation très difficile. La jeune femme de modou-modou est parfois contrainte d'abandonner ses études ou renoncer à son travail pour s'occuper exclusivement de ses enfants et de sa belle-famille. Elle est ainsi obligée de se plier à la volonté de sa belle-famille sans quoi la cohabitation sera infernale.

En effet, les femmes mariées dans de telles situations si elles ne se plient pas aux exigences égoïstes et autoritaires de leurs belles familles sont victimes d'ostracisme et de traitement humiliants et dégradants : isolement du cercle familial, agression verbale, fausses accusations. Aussi tout manquement de leur fils envers la famille sera imputé à la mariée qui sera immédiatement accusée d'avoir détourné l'attention de son mari. La mariée alors marginalisée vit dans la solitude et ne se console qu'avec sa petite famille, également victime de discrimination alors que sa responsabilité n'est nullement engagée.

## **RECOMMANDATIONS SUR LES PERSPECTIVES DU RESEAU**

L'ensemble des thèmes développés lors de cette rencontre était un prétexte pour les différents acteurs de partager leurs expériences mais aussi d'émettre leurs points de vue sur les différents sujets exposés. Les débats relativement riches ont permis aux participants de mieux saisir la complexité de la situation actuelle de la migration au Sénégal. Ainsi, beaucoup de chemin reste à faire dans la perspective de la lutte contre le phénomène de l'émigration irrégulière qui décime les populations africaines plus particulièrement les jeunes et les femmes.

Après avoir magnifié l'accueil chaleureux du personnel de l'hôtel ainsi que les conditions d'hébergement et de travail, les participants ont émis un certain nombre de recommandations. Celles-ci devraient permettre aux associations du réseau en partenariat avec la FONDATION ROSA LUXEMBURG d'établir pour l'année 2025 un nouveau plan d'action plus engagé en vue d'atteindre les objectifs fixés. L'objectif principal est de multiplier et de diversifier les activités dans le but de poursuivre davantage le combat aux côtés des partenaires aux premiers rangs desquels, la Fondation Rosa LUXEMBURG dont l'apport logistique, financier et en ressources humaines de qualité a été significatif , déterminant et salutaire tout au long du processus d'élaboration, de maturation et de suivi du rapport alternatif. Ce que les participants n'ont pas manqué de louer durant tout le processus. A la suite des échanges entre participants, des recommandations ont été faites. Celles-ci pourront être déclinées en plan d'action pour un meilleur suivi et un bon plaidoyer pour l'année 2025. Les plus pertinentes sont les suivantes :

1. Décentraliser des rencontres et activités du réseau dans les autres régions non encore visitées.
2. Organiser des rencontres de partage sur la situation de la migration dans les zones de départs pour donner la bonne information aux potentiels migrants.
3. Organiser d'un grand rassemblement national autour de la question de la migration et y convier les autorités consulaires.
4. Organiser des sessions de renforcement de capacité en communication pour les membres du réseau.
5. Créer une chaîne audiovisuelle du Réseau pour des reportages sur la situation vécue par les migrants et leurs familles pour démystifier l'Europe.
6. Organiser des séances de thé-débat avec les associations de femmes des quartiers et villages pour faire prendre conscience à ces dernières des conséquences néfastes du financement du départ de leurs enfants, candidats-es à la migration irrégulière.

7. Faire signer des pétitions pour avoir une masse critique plus représentative, plus inclusive et plus légitime mais aussi organiser des marches pacifiques dans les capitales régionales pour alerter les autorités et informer la population sur les méfaits et dangers de la migratoire irrégulière.
8. Traduire en langues nationales les supports et reportages destinés à informer et sensibiliser les populations sur les risques et dangers de la migration irrégulière.
9. Demander une audience aux nouvelles autorités pour leur remettre le document et leur soumettre les nouvelles recommandations.
10. Structurer et formaliser le réseau afin d'en faire un interlocuteur crédible pour participer à toutes les activités nationales et internationales en rapport avec la migration.
11. Initier des sessions de formations des jeunes en s'appuyant sur l'expérience et l'expertise des membres du Réseau avec un financement et un accompagnement de l'Etat et des partenaires techniques et financiers , en premier la Fondation Rosa LUXEMBURG.
12. Revendiquer en faveur des associations membres du réseau un quota dans les visas accordés dans le cadre de la migration circulaire.
13. Faire un plaidoyer auprès des autorités pour la réciprocité des visas.
14. Combattre le coût cher des visas et revendiquer le remboursement partiel du montant des frais en cas de rejet.
15. Créer des liens entre les associations et des partenaires engagés pour un soutien matériel et financier nécessaire à la réussite de leurs activités de sensibilisation , de mobilisation sociale et de plaidoyer.
16. Mettre en place des centres d'accueil et d'orientation des migrants au niveau régional et départemental.
17. Affecter dans ces différents centres d'accueil des psychologues-conseillers pour assister les migrants en situation de besoin.

18.La réouverture de certaines unités industrielles comme la SONACOS, la SODEVA, la SODAGRI , la SOTEXKA, la SOMIVAC , la SOCAS, la SNTI et la reprise effective de leurs activités pour permettre aux jeunes de rester pour travailler et réaliser leurs rêves en parfaite adéquation avec le slogan « *took fii, tékki fii* » (rester et réussir ).

Ces recommandations pourraient être déclinées en plan d'action en vue d'un meilleur suivi du rapport et d'un bon plaidoyer pour l'année 2025.

### **VIVEMENT !**

Pour terminer, des remerciements ont été adressés à l'assistance par Madame Mame Katy FAYE, modératrice de la séance qui a fait un travail de synthèse très pointu des différentes interventions.

A sa suite, la représentante de la structure d'accompagnement BAOBAB HORIZON a exprimé sa grande satisfaction de voir toutes les associations du réseau honorer de leur présence cette grande rencontre de Thiès. Ceci a permis aux différents membres d'échanger des connaissances et de bonnes pratiques en matière de migration mais aussi et surtout de mieux se connaître. Elle n'a pas manqué également de saluer la présence des Honorables députés et de la représentante du Maire de la commune et leur engagement à accompagner le Réseau.

Le représentant de la Fondation Rosa Luxembourg a abondé dans le même sens en remerciant les acteurs présents et en les encourageant dans leur élan . Il a aussi rappelé la disponibilité de la Fondation à accompagner le Réseau dans les activités à venir d'où l'importance d'accorder une grande importance aux recommandations faites par les participants en vue de l'élaboration du plan d'action de 2025.

C'est dans une très bonne ambiance que fut prise la photo de famille marquant la fin de l'activité.

La satisfaction d'avoir participé à la rencontre et surtout d'avoir contribué à sa réussite pouvait se lire sur tous les visages comme en témoignent les chaleureuses félicitations mutuelles entre participants.

## CONCLUSION

Il apparaît à la lumière de tout ce qui précède qu'une place importante a été accordée au suivi du rapport alternatif à la politique migratoire du Sénégal.

Ce rapport a été élaboré dans un contexte de crise marqué par la recrudescence de l'émigration irrégulière au Sénégal suite au renforcement des mesures restrictives limitant de manière draconienne l'accès aux frontières des pays occidentaux. Dans leur logique restrictive, certains pays de l'UE comme l'Espagne n'ont pas hésité à tenter d'externaliser leurs frontières jusque dans des pays de départ et de transit comme le Sénégal rendant ainsi opérationnel le FRONTEX. De la réussite de cette expérience dépendait la généralisation de cette mesure qui apparaissait d'emblée comme une violation du principe de souveraineté des Etats surtout en matière de migration. Mais les Relations Internationales n'en ont cure. Et certains pays du Tiers-Monde notamment les plus pauvres ne cessent de l'apprendre à leurs dépens. L'expression du rapport de force charrié par les Relations Internationales avait sans doute constraint le Sénégal à élaborer une politique migratoire non inclusive. Ce document stratégique qui apparaissait comme une commande des bailleurs et de certains partenaires techniques et financiers du Sénégal fut décrié et dénoncé par les acteurs de la migration et les organisations de la société civile. Il urgeait alors d'agir avant l'approbation du document et sa mise en œuvre effective. C'est ce qui a motivé l'élaboration d'un rapport alternatif participatif, inclusif et plus souverainiste qui fut remis aux autorités en guise de réflexions contributives à la politique

migratoire du Sénégal. Un plaidoyer était alors nécessaire pour que les populations s'approprient du contenu et que les autorités l'intègrent pour avoir une politique migratoire plus légitime et plus souverainiste. C'est cette volonté qui a poussé à l'organisation d'une tournée nationale, tournée au cours de laquelle des activités furent menées sous forme de conférences publiques ayant enregistré la participation massive des acteurs, de la population et des médias.

Pour couronner le tout une grande rencontre fut organisée à Thiès. Thiès, la capitale du rail accueillit pour la première édition, la grande famille des associations du Réseau pour une politique migratoire alternative au Sénégal. Cette rencontre de partage de connaissances et d'expériences des acteurs de la migration a pu se tenir grâce à l'appui conséquent et déterminant de la Fondation Rosa LUXEMBURG, principal partenaire et bailleur du réseau.

Cette rencontre a également permis de faire le point sur la situation de la migration à travers des thèmes qui ont été mis à jour et développés. A l'issue de cette activité, on pouvait noter un regain d'intérêt et d'engagement de tous les acteurs mais également des autorités locales et des députés venus rehausser de leur présence cette importante rencontre dans la vie du réseau. Ces élus ont assuré de leur soutien et accompagnement pour un bon plaidoyer au niveau de leurs cadres institutionnels respectifs.

En définitive, la bonne compréhension des enjeux de l'heure et la richesse des échanges ont ouvert les esprits des participants qui ont prodigué des recommandations intéressantes quant à la suite des activités du réseau. Ces dernières détermineront le plan d'action de 2025 pour une meilleure prise en charge des questions essentielles en vue de trouver des solutions justes et durables aux problèmes de la migration au Sénégal.

